



LE DEVOIR



ACTUALITÉS

LES SPORTS

Golf de Grand-Mère: Chrétien
rendra-t-il des documents publics ?

Un joueur de 19 ans
surprend Sampras

Page A 3

Page B 4

VOL. XCII N° 65

LE LUNDI 26 MARS 2001

87c + TAXES = 1\$

Élections municipales

Vienne inflige un camouflet à l'extrême droite

D'APRÈS AFP, REUTERS ET AP

Les Viennois ont infligé un camouflet hier à l'extrême droite autrichienne aux élections municipales, après une campagne ouvertement xénophobe menée personnellement par Jörg Haider, son dirigeant charismatique.

Après le dépouillement de 94,3 % de bulletins de vote, le FPÖ de Jörg Haider est tombé de 27,9 à 20,3 % des voix, a annoncé la télévision nationale.

Le parti social-démocrate (SPOe), qui contrôle la capitale depuis 1919, progresse dans la même proportion, remontant à 47 % et regagnant la majorité des sièges au conseil municipal.

Le SPOe a été évincé du gouvernement fédéral en 2000, au profit d'une alliance entre les conservateurs et l'extrême droite qui a provoqué un tollé de critiques à l'étranger.

C'est le troisième revers électoral de l'extrême droite depuis son arrivée au pouvoir, après les élections provinciales de Styrie et du Burgenland.

Cherchant à rebondir à Vienne pour cette élection-test, après un an au gouvernement, le FPÖ n'y est pas allé de main morte, et Haider, qui n'a pourtant plus de fonction officielle, a multiplié les meetings et les manifestations d'antisémitisme.

Haider s'est notamment livré à des attaques contre le chef de la communauté juive de Vienne, Ariel Muzicant, qui a porté plainte contre lui. Il a estimé que la campagne électorale du maire actuel Michael Haeupl avait été «anti-viennoise», l'un de ses conseillers étant un juif américain «de la Côte est».

A également été exploitée la xénophobie, avec des slogans tels que «Étrangers, je comprends les inquiétudes des Viennois» ou, des affiches qui associaient, mais de manière subliminale, «étranger-criminalité». Un des candidats du FPÖ, Nikolaus Amhof, a promis des «zones sans étrangers» à ses partisans...

Dix-huit pour cent des habitants de la capitale autrichienne, qui en compte 1,6 million, sont étrangers.

Le grand vainqueur du scrutin semble être le maire sortant, le social-démocrate Michael Haeupl, dont le parti engrange 47 % des suffrages au lieu de 39,2 % il y a cinq ans. Ce résultat lui assure une majorité de 52 sièges au conseil municipal, qui en compte 100.

Haeupl a estimé que Haider, qui n'était pas lui-même candidat à la mairie, pourrait «difficilement éviter d'assumer personnellement ces résultats».

VOIR PAGE A 8: VIENNE



LEONHARD FOEGER REUTERS
Le social-démocrate Michael Haeupl

PLANÈTE

SGDL: un nouveau Softimage est en train de poindre au Québec

Page B 2

INDEX

7	8313 00064	1	
Annonces	A 4	Monde	B 5
Actualités	A 3	Mots croisés	A 4
Avis publics	B 3	Météo	B 6
Culture	B 8	Planète	B 2
Éditorial	A 6	Religions	B 6
Éducation	B 1	Sports	B 4
Idées	A 7	Télévision	B 7

Couronnée



JACQUES GRENIER LE DEVOIR
Sophie Lorain a été récompensée hier soir pour son rôle dans la série Fortier.

Gala MétroStar

Sophie Lorain et Simon Durivage, personnalités de l'année

PAUL CAUCHON
LE DEVOIR

Sophie Lorain, vedette de Fortier qui est incontestablement une des meilleures séries de l'année, sinon la meilleure, a été bien récompensée hier soir en recevant le prix MétroStar de la personnalité féminine de l'année ainsi que celui du meilleur rôle féminin dans une télésérie. Mme Lorain avait déjà reçu le MétroStar de l'année en 1998 et la soirée d'hier vient confirmer sa grande popularité auprès du public.

Chez les hommes, c'est Simon Durivage qui a été couronné MétroStar de l'année, pour la première fois de sa vie, après avoir reçu l'année dernière le tout premier MétroStar de sa carrière comme meilleur anima-

teur de bulletin de nouvelles. Domination de TVA donc... quoique les prix MétroStar pour les téléromans aient couronné le couple-vedette de 4 et demi de Radio-Canada, Isabelle Brossard et Robert Brouillette.

Quant au prix MétroStar pour le meilleur rôle masculin dans une télésérie, il a été décerné à Luc Picard.

Mais TQS n'était pas en reste. Non seulement Paul Rivard, l'animateur de 100 %, a reçu encore une fois le MétroStar du meilleur animateur pour une émission de sport mais, plus important encore, c'est Jean-Luc Mongrain qui a reçu le prix du meilleur animateur de bulletins de nouvelles, prenant ainsi le relais de Simon Durivage l'année dernière.

VOIR PAGE A 8: LORAIN

Survivre

à la mondialisation

Les syndicats se retrouvent en position de faiblesse, mais tout n'est pas perdu

Grand sujet de préoccupation dans l'ensemble de la population, la mondialisation a constitué un enjeu omniprésent, en fin de semaine dernière à l'Université du Québec à Montréal, lors du 13^e colloque sur les leaders du Québec contemporain consacré à La FTQ, ses syndicats et la société québécoise. Et pour cause!

ÉRIC DESROSIERS
LE DEVOIR

Pour quelqu'un qui aurait à cœur le sort des syndicats, une visite guidée de la mondialisation avec le professeur de l'École des hautes études commerciales, Christian Lévesque, s'apparente à un tour de montagnes russes qui fonctionneraient à l'envers.

Au début, c'est la chute, un effondrement qui ne cesse de s'accroître et qui ne peut mener qu'à la catastrophe. Toutes les horreurs que l'on vous avait racontées sur la mondialisation se confirment. Une fois à terre, l'improbable remontée s'amorce. Le pauvre passager apprend qu'il y aurait tout de même de l'espoir pour les syndicats, que même l'histoire de la mondialisation n'est pas écrite d'avance.

Mais d'abord la chute: toutes les données empiriques, note Christian Lévesque, indiquent que la mondialisation se traduit par un affaiblissement du pouvoir des syndicats. Lors d'une enquête récente, les trois quarts des organisations syndicales ont signalé une augmentation des demandes de concessions salariales ou autres de leurs employés.

L'affaiblissement des syndicats s'explique notamment par le renforcement des compagnies transnationales, qui ne se privent pas de menacer de démentager si leurs employés ne se montrent pas assez

VOIR PAGE A 8: SURVIVRE

Coup de force contre l'Afrique et l'Europe

Le Canada pilote une coalition de pays américains en faveur des «puits» de gaz à effet de serre

LOUIS-GILLES FRANCOEUR
LE DEVOIR

À l'instigation du Canada, seize pays d'Amérique centrale et latine se préparent à forcer la main à l'Europe et à l'Afrique dans le dossier des changements climatiques en créant mercredi, à Montréal, une coalition en faveur des «puits» de gaz à effet de serre (GES).

C'est ce qui ressort de la lecture du projet de communiqué final de cette rencontre secrète où les États-Unis ne seront pas représentés, qu'a obtenu le mouvement Greenpeace International, qui en a remis copie en fin de semaine au Devoir et au Globe and Mail.

Les puits de GES permettraient à des pays industrialisés comme les États-Unis et le Canada d'atteindre leurs objectifs de réduction en finançant des projets susceptibles de capter du carbone atmosphérique à moitié prix dans des pays en voie de développement par des projets agricoles ou de reforestation au lieu de devoir réduire, ici au pays, les émissions attribuables aux pratiques énergivores des consommateurs et des industriels.

Intitulée «The Montreal Statement», le projet de déclaration est daté par anticipation du mercredi 28 mars. Or, d'après le communiqué émis la semaine dernière par le ministre fédéral de l'Environnement, David Anderson, les ministres de l'Environnement des Amériques doivent se réunir officiellement dans la métropole québécoise pour la première fois jeudi 29 et vendredi 30 mars, ce qui implique que la rencontre sur les GES ne fait pas partie de l'ordre du jour de la réunion officielle, qui doit réunir un plus grand nombre de pays des trois Amériques.

VOIR PAGE A 8: COUP



ARCHIVES LE DEVOIR
Dans le contexte de la mondialisation, les syndicats devront fournir plus d'efforts qu'auparavant pour maintenir leur pouvoir.



Claude Chiasson

Le spécialiste des finances personnelles au Québec.

Vos placements

Le samedi et le mardi dans LE DEVOIR

Lutter contre la pauvreté oui, mais comment?



En entrant en fonction le 8 mars dernier, le nouveau premier ministre, Bernard Landry, a annoncé que la lutte contre la pauvreté sera pour lui une priorité de tous les instants.

Le 22 novembre 2000, 215 307 personnes ont demandé par pétition à l'Assemblée nationale une loi cadre sur la base du travail fait depuis trois ans par le Collectif pour une loi sur l'élimination de la pauvreté. En effet le Collectif a élaboré avec ses organisations membres et des milliers de personnes, dont un bon nombre en situation de pauvreté, une proposition pour une telle loi. Plus de 1500 organisations de tous les secteurs de la société québécoise, dont de nombreuses villes et municipalités, de même que la Marche mondiale des femmes contre la pauvreté et la violence, appuient cette demande.

Dans sa nouvelle priorité, le gouvernement tiendra-t-il compte de cette demande et de l'expertise citoyenne réunie par le Collectif? Deux engagements en donneront les couleurs. Les voici.

Une loi le plus vite possible

Si le Collectif réclame une loi, c'est pour se placer dans la continuité de cinquante ans d'efforts à travers le monde pour appliquer la *Déclaration universelle des droits de l'homme*. C'est pour fonder la lutte contre la pauvreté non pas sur des décisions administratives ou politiques visant d'autres intérêts, mais sur l'article premier de cette déclaration qui affirme l'égalité en dignité et en droits de chaque être humain et l'obligation de solidarité faite à toute la société de réaliser cette égalité. C'est aussi parce qu'il faudra du temps pour faire un travail solide et efficace. Les gouvernements, les ministres, les cabinets passent. Une loi restera et obligera à

agir, tout en faisant honneur au Québec et en contribuant à la mondialisation des solidarités.

«Je suis une feuille à côté de l'arbre. Après la loi, je serai dans l'arbre.»

Lucien Paulhus,
Drummondville

Quel est l'essentiel de la proposition mise de l'avant par le Collectif et son réseau?

À la fois loi cadre et loi programme, elle engage le gouvernement du Québec dans un programme d'élimination de la pauvreté en quatre étapes visant à mettre en place en dix ans les cadres permanents d'un Québec sans pauvreté. Elle prévoit des mécanismes permettant de s'assurer de la réalisation du programme. Toute l'action gouvernementale doit être en cohérence avec les trois principes suivants.

- 1° L'élimination de la pauvreté est une priorité de l'action gouvernementale jusqu'à ce qu'on puisse considérer le Québec comme une société sans pauvreté.
- 2° L'amélioration du revenu du cinquième le plus pauvre de la population prime sur l'amélioration du revenu du cinquième le plus riche.
- 3° Les personnes en situation de pauvreté et les associations qui les représentent sont associées à la conception, à la mise en œuvre et à l'évaluation de ces mesures.

Un budget qui réduise les écarts

Nous devons aussi agir maintenant, parce qu'à chaque jour des personnes et des familles subissent les conséquences de la pauvreté et de l'exclusion. La solidarité a du prix et un prix. Ne pas le faire coûtera encore plus cher à la société. C'est pourquoi nous réclamons que le prochain budget du Québec tienne compte immédiatement des trois principes et des mesures urgentes suivantes de la proposition de loi du Collectif.

- ✓ L'application réelle d'une clause d'appauvrissement zéro pour le cinquième le plus pauvre de la population.
- ✓ La mise en place d'un barème plancher à l'aide sociale par un amendement à la loi qui assure que la prestation d'aide sociale couvre les besoins essentiels et qu'elle ne peut être coupée pour la partie qui couvre les besoins essentiels.
- ✓ Le rétablissement de la gratuité des médicaments pour les personnes à l'aide sociale et les personnes âgées recevant le supplément de revenu garanti.
- ✓ Le retour au niveau d'investissement de 1997 pour les mesures de formation, d'insertion et d'intégration à l'emploi.
- ✓ Le rétablissement d'une composante universelle à l'allocation familiale et l'augmentation de l'allocation de base aux familles à faible revenu pour vraiment couvrir les besoins essentiels des enfants.
- ✓ La mise en chantier de 8 000 nouvelles unités de logement social par année sur deux ans.

«Il faut rêver logique.»

Yvette Muisse, Québec

Ces demandes visent à peine la couverture des besoins essentiels de la fraction la plus pauvre et la plus en manque de la société. Ne pas y donner suite, c'est mettre ces personnes et leur famille en situation de déficit humain. Le faire, c'est contribuer à l'enrichissement de toute la communauté : un dollar vital, qui comble des besoins essentiels, c'est un dollar local qui circule plusieurs fois dans l'économie.

Coûteraient-elles trop cher? C'est une question de commune mesure. Tout le monde, pauvre comme riche, avec ou sans emploi, contribue à la richesse de la société. C'est une mission fondamentale de l'État de redistribuer cette richesse à travers les finances publiques. À la place, les derniers budgets ont eu pour effet d'augmenter constamment les écarts entre les plus riches et les plus pauvres.

Il y aurait moyen de faire autrement. Les baisses d'impôt de 4,5 milliards \$, cumulatives sur trois ans, annoncées par le ministre des Finances du Québec lors du budget 2000-2001, ont dépassé de 2,3 milliards \$ le montant initial prévu l'année précédente. Présentées comme «un plus pour tous», elles augmentent en fait les écarts entre le 60% de la population qui paie des impôts et le 40% plus pauvre, aux revenus trop faibles pour être imposés. Il faut cette année un budget qui réduise les écarts.



Par sa proposition de loi, le Collectif a montré qu'une loi sur l'élimination de la pauvreté était possible.

Le gouvernement du Québec doit maintenant travailler avec le Collectif pour faire exister une telle loi en partant du travail déjà fait par le Collectif. Il doit aussi agir à travers son prochain budget.

Éliminer la pauvreté, c'est possible. Alors faisons-le ensemble, et cela se fera!



Les organisations ci-dessous, membres du Collectif pour une loi sur l'élimination de la pauvreté:

Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), ATD Quart Monde, Au bas de l'échelle, Caisse d'économie Desjardins des travailleuses et travailleurs (Québec) (CEDTTQ), Carrefour de pastorale en monde ouvrier (CAPMO), Centrale des syndicats démocratiques (CSD), Centrale des syndicats du Québec (CSQ), Centre de pastorale en milieu ouvrier (CPMO), Confédération québécoise des coopératives d'habitation (CQCH), Confédération des syndicats nationaux (CSN), Conférence religieuse canadienne - section Québec (CRC-Q), Fédération des femmes du Québec (FFQ), Fédération des infirmières et des infirmiers du Québec (FIIQ), Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Fédération des locataires de HLM du Québec (FLHLMQ), Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), Front commun des personnes assistées sociales du Québec (FCPASQ), Ligue des droits et libertés, Mouvement québécois des camps familiaux (MQCF), Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ), Regroupement des ressources alternatives en santé mentale du Québec (RRASMQ), Regroupement québécois des intervenants et intervenantes en action communautaire (RQIAC), Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ).

Auxquelles se joignent les organisations suivantes:

Chantier de l'économie sociale, Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main d'œuvre, Comité des affaires sociales de l'Assemblée des évêques du Québec, Concertation Jeunesse, Fédération des associations des familles monoparentales et recomposées du Québec, Mouvement national des Québécoises et Québécois, Réseau des Carrefours Jeunesse Emploi.

www.pauvrete.qc.ca

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

Club de golf de Grand-Mère

Chrétien serait prêt à rendre ses documents publics

Le bureau du PM contredit toutefois les déclarations en ce sens de Mitchell Sharp

PRESSE CANADIENNE

Ottawa — Jean Chrétien est prêt à rendre publics tous les documents pertinents sur ses titres de propriété dans le Club de golf de Grand-Mère, a affirmé samedi son conseiller Mitchell Sharp. Mais le cabinet du premier ministre a nié la chose hier.

M. Sharp, un ex-ministre libéral, a déclaré à la chef du bureau d'Ottawa de la chaîne Sun que le premier ministre est favorable à une divulgation des documents relatifs à la controverse actuelle. «Le premier ministre a dit qu'il avait vendu [ses actions]. Il le maintient. J'ai cru comprendre que les documents pour le prouver seront divulgués.»

Mais Duncan Fulton, un porte-parole du cabinet du premier ministre, a affirmé hier qu'il n'y avait aucun projet de divulgation. «Pendant deux ans, le premier ministre a été franc, ouvert, honnête, et a répondu à toutes les questions qu'on

lui a adressées sur ce sujet. Il n'y a rien de nouveau là.»

Heidi Bonnell, une porte-parole du ministre de l'Industrie, Brian Tobin, a déclaré au *Sunday Sun* que les documents pourraient être rendus publics «au début de la semaine prochaine».

Pour M. Fulton, Mme Bonnell parlait simplement d'un examen des documents par des fonctionnaires du ministère de l'Industrie. La division des sociétés du ministère devra décider que faire de ces documents, et si l'un ou l'autre doit être rendu public, de toute évidence, il faudrait obtenir l'accord de la compagnie, a-t-il dit.

M. Chrétien est la cible d'une campagne musclée de l'opposition pour obtenir l'ouverture d'une enquête publique, et a même été invité à se retirer, le temps de faire la lumière sur les allégations voulant qu'il soit demeuré actionnaire du club de golf controversé après son arrivée au pouvoir, en 1993.

La vente de ses intérêts dans le

club de golf est au cœur de cette controverse, qui poursuit M. Chrétien depuis maintenant plusieurs mois. Le premier ministre maintient qu'il n'était plus actionnaire du golf après 1993, même si la vente de ses intérêts n'a été achevée qu'en 1999.

M. Chrétien a admis avoir fait des démarches auprès du dirigeant de la Banque de développement du Canada, en 1996-97, pour un prêt à l'Auberge Grand-Mère, un hôtel contigu au terrain de golf.

Selon certains, M. Chrétien se trouvait alors en plein conflit d'intérêts, puisque tout ce qui augmentait la valeur de l'hôtel ne pouvait que favoriser le club de golf voisin.

Plusieurs députés libéraux appuient maintenant les appels de l'opposition en faveur d'une enquête approfondie. Cette affaire traîne depuis trop longtemps, a ainsi déclaré Ivan Grosse, député d'Oshawa. «Nous n'avons rien à cacher», a-t-il ajouté.

Un population mobilisée



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

QUELQUES MILLIERS de citoyens de la «Vallée de la Rouge» ont envahi hier les abords de l'hôpital de l'Annonciation, une trentaine de kilomètres au nord du mont Tremblant, pour protester contre des compressions budgétaires de 3,5 millions qui risquent de se solder par la fermeture de l'urgence et des services de courte durée d'ici deux ans. Une première ponction d'un million de dollars doit survenir dans quelques semaines. À deux reprises depuis deux mois, plus de 600 personnes ont manifesté contre ces décisions qui vont les obliger à faire plus de 60 km en cas d'urgence.

Référendum à Châteauguay

Le règlement visant à empêcher le projet de Madeco est rejeté

LOUIS-GILLES FRANCEUR LE DEVOIR

Le règlement adopté par la ville de Châteauguay pour empêcher la construction de l'usine de recyclage de produits industriels et dangereux de Madeco dans le parc industriel de cette ville a été battu hier dans un mini-référendum.

Le règlement a été battu par 35 voix contre 17. La «liste» électorale, limitée aux propriétaires du quartier en cause, ne comptait que 75 contribuables. Il s'agissait pour l'essentiel de propriétaires d'entreprises puisque le projet Madeco sera implanté dans le parc industriel, s'il se réalise.

Le règlement Z-1453 visait à biffer de la liste des activités permises dans ce parc industriel l'entreposage et le recyclage de matières parfois dangereuses, ce que Madeco,

une filiale de Matrec, veut précisément faire. Une fois annulé le règlement adopté par le conseil municipal pour écourter la liste des activités autorisées dans le parc, la demande de permis de Madeco devra être examinée à la lumière du règlement actuel, précisait hier soir le directeur général de la ville, Michel Byette.

Châteauguay a émis des réserves sur ce projet parce que la demande initiale ne ciblait que le recyclage de matériaux secs. Mais l'usine projetée par Madeco doit recy-

cler notamment des produits domestiques potentiellement toxiques comme des produits de nettoyage, ainsi que des peintures, solvants ou des eaux usées. Le projet de Madeco entend tirer avantage de la situation de Châteauguay, qui est à la fois à proximité de la métropole et des marchés ontariens et américains. La compagnie n'a pas ménagé les efforts pour vendre son projet aux entreprises du parc industriel, une stratégie qui semble avoir réussi. Madeco entend investir 18,5 millions dans son usine.

Une commission d'enquête sur la santé aurait l'appui du fédéral et des provinces

La nouvelle commission sera présidée par l'ex-premier ministre de Saskatchewan Roy Romanow

PRESSE CANADIENNE

Ottawa — Le gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux seraient d'accord pour que l'ex-premier ministre de Saskatchewan Roy Romanow préside une commission d'enquête nationale sur les soins de santé.

Un fonctionnaire fédéral a confirmé que l'idée est à l'étude. M. Romanow a récemment été invité à en débattre avec le ministre fédéral de la Santé, Allan Rock, et le conseiller principal du premier ministre Jean Chrétien, Eddie Goldenberg.

Tout indique que l'idée plaît aux provinces, lesquelles consacrent maintenant le tiers, voire la moitié de leur budget à la santé, et recherchent désespérément des moyens de remédier à cette situation.

Le ministre de la Santé de l'Alberta, Gary Mar, s'est dit d'accord avec une enquête présidée par M. Romanow, tout comme le porte-parole du ministre de la Santé du Manitoba, Dave Chomiak.

L'automne dernier, l'injection de fonds fédéraux a ramené les paiements de transfert fédéraux à leurs niveaux précédant les compressions budgétaires des années 1990, sans cependant régler les problèmes chroniques qui affligent le système de soins de santé.

Ceux-ci incluent l'escalade des coûts des médicaments, la pénurie de professionnels de la santé, le retrait de certains soins de la liste des services assurés, la privatisation, le

resquillage et l'incapacité du gouvernement fédéral de faire respecter des normes nationales.

On ignore en quoi le mandat d'une nouvelle commission d'enquête différerait de celui du Forum national sur la santé, qui a mené des recherches et des consultations poussées sur ce sujet de 1994 à 1997. Le Forum avait notamment recommandé que le régime de soins de santé soit élargi pour y inclure les médicaments et les soins à domicile dans les services assurés. Ses recommandations sont, pour l'essentiel, restées lettre morte.

Besoin d'action

Or, cette fois, plusieurs semblent croire que les choses seront différentes.

Ce pourrait être «une bonne chose», estime Michael Rachlis, un analyste des questions de santé qui critique fréquemment les politiques gouvernementales.

Pour sa part, Peter Barrett, le président de l'Association médicale canadienne, dit espérer qu'une telle commission d'enquête «mettra l'accent sur les solutions plutôt que sur ce qui va mal dans le système».

Tom Noseworthy, ex-membre du Forum national sur la santé, fait remarquer qu'un plus grand nombre de services sont maintenant fournis hors des hôpitaux, que les médicaments représentent une part beaucoup plus élevée des coûts du régime et que le

secteur privé acquiert un rôle qu'on ne peut nier, mais qui doit être circonscrit.

Mais Ginette Lemire Rodger, la présidente de l'Association des infirmières et infirmiers du Canada, craint qu'une nouvelle commission d'enquête ne se transforme en prétexte pour reporter les choses à plus tard.

Des études ont été menées dans chaque province, dit-elle, et la plupart d'entre elles en sont venues aux mêmes conclusions. «Nous n'avons pas besoin d'une autre commission royale, nous avons besoin d'action», dit-elle.

loto-québec

6/49		résultats	
Tirage du 2001-03-24		GAGNANTS	LOTS
6/6	0	2 000 000,00 \$	
5/6+	7	79 198,40 \$	
5/6	221	2 006,80 \$	
4/6	13 069	65,00 \$	
3/6	248 841	10,00 \$	
Numéro complémentaire: 41		Ventes totales: 13 742 969 \$	
		Prochain gros lot (approx.): 5 000 000 \$	

Québec 49		résultats	
Tirage du 2001-03-24		GAGNANTS	LOTS
6/6	1	1 000 000,00 \$	
5/6+	1	50 000,00 \$	
5/6	20	500,00 \$	
4/6	892	50,00 \$	
3/6	16 827	5,00 \$	
Numéro complémentaire: 02		Ventes totales: 572 676,00 \$	

Extra		résultats	
Tirage du 2001-03-24		GAGNANTS	LOTS
NUMÉROS	LOTS		
576431	100 000 \$		
76431	1 000 \$		
6431	250 \$		
431	50 \$		
31	10 \$		
1	2 \$		

Extra		résultats	
Tirage du 2001-03-23		GAGNANTS	LOTS
NUMÉROS	LOTS		
554801	100 000 \$		
54801	1 000 \$		
4801	250 \$		
801	50 \$		
01	10 \$		
1	2 \$		

Le jeu doit rester un jeu
TVA, LE RÉSEAU DES TIRAGES DE LOTO-QUÉBEC

Michel DAVID

Précis pratique de grammaire française

Collection École Nouvelle.

558 pages - 26,25 \$

LIDEC inc. (514) 843-5991

En vente dans toutes les librairies

Édition de avril 2001

Gaspésie, enfin la relance ?

Un grand dossier inédit sur le Saint-Laurent, les recherches des scientifiques, les espoirs des pêcheurs

Aussi : le b.a.-ba de la langue ou comment l'homme s'est mis à parler

redécouvrez **Science**

www.CyberSciences.com

Bijouterie Gambard

Vente et service technique

ROLEX

Submariner en acier et or 18 carats

630-A RUE CATHART, MONTRÉAL, CENTRE VILLE • TÉL.: 866-3876

LES ACTUALITÉS

Montréal

Les centres d'hébergement pour sans-abri débordent

SÉVERINE DEFOUNI LE DEVOIR

Les centres d'hébergement pour sans-abri débordent au point qu'ils doivent refuser des gens, le nombre de lits ne suffisant plus à la demande.

«On est obligé de refuser du monde», dit Sylvio Michaud, directeur. On les envoie dans d'autres centres mais même eux nous disent qu'ils en refusent parce qu'ils sont pleins.

Cette situation d'engorgement a prévalu tout l'hiver. C'est évidemment à cette saison que les centres d'hébergement sont les plus sollicités.

Logements à prix modique

Selon M. Almeida, la décision de l'Armée du Salut de transformer son centre d'hébergement de 40 lits en lieu d'accueil pour personnes souffrant de troubles psychiatriques a eu des répercussions sur l'achalandage des autres centres de l'île de Montréal.

L'engorgement des centres pour sans-abri n'est pas une surprise si l'on tient compte du fait que le nombre de sans-abri a indéniablement augmenté à Montréal.

M. Lacroix souhaite voir le gouvernement Landry prendre de sérieuses mesures de lutte contre la pauvreté. «Il faut donner un toit à ces gens-là. Soit en construisant plus de logements sociaux soit par le moyen de subventions.»

Les discussions entre la Fédération des infirmières et la FTQ vont bon train

ÉRIC DESROSIERS LE DEVOIR

Les discussions portant sur la possible affiliation de la Fédération des infirmières et infirmiers du Québec (FIIQ) à la FTQ vont bon train.

À en juger par l'enthousiasme avec lequel le président et le secrétaire général de la FTQ ont évoqué la perspective d'une pareille alliance, au cours des derniers jours à l'occasion d'un colloque consacré à la centrale syndicale, on serait porté à croire que les deux organisations seraient très proches d'une entente.

À la tête d'une délégation de la FIIQ au colloque, la présidente Jennie Skene a toutefois précisé, samedi, qu'il y

avait encore loin de la coupe aux lèvres. «Les discussions progressent. On va faire un premier rapport, la semaine prochaine, lors d'un conseil fédéral, sur l'état d'avancement des travaux. On va proposer aux délégués de poursuivre la démarche au cours des prochains mois pour approfondir encore des domaines qu'on n'a pas pu encore couvrir, avant de prendre une décision en congrès. Mais ce sont des réflexions qui peuvent s'échelonner sur une année.»

Elle rapporte cependant que «les discussions vont très bien» avec la FTQ et qu'elle a aimé ce qu'elle a entendu, lors du colloque, en ce qui concerne notamment son caractère décentralisé et son ouverture sur le monde.

La FTQ compte de nombreux grands syndicats membres issus aussi bien du secteur privé que public dont le Syndicat canadien de la fonction publique, le Syndicat des métallos ou le Syndicat des communications, de l'énergie et du papier.

Discuté en juin, le processus en cours a été officiellement autorisé par les délégués de la FIIQ en novembre.

L'un des objectifs poursuivis, explique sa présidente, est de s'allier à une orga-

nisation syndicale disposant d'un réseau de contacts et de l'expérience qui permettrait à la FIIQ de s'ouvrir aux questions de mondialisation.

Si alliance il doit y avoir, elle ne se fera pas sans condition. La FIIQ devra pouvoir conserver son identité propre, précise Jennie Skene.

Le nouveau défi du Fonds de solidarité: l'ouverture à l'économie sociale

Vaisseau amiral de la FTQ, le Fonds de solidarité est confronté au défi de trouver de nouvelles façons de réaliser son mandat de promotion de la justice sociale.

Sur le plan financier, tous reconnaissent aujourd'hui à la «patente à Laberge», comme on l'avait surnommé au moment de sa création en 1983, un succès tout aussi inattendu que remarquable.

Sur le plan humain, a-t-il poursuivi, la présence d'un tel investisseur dans une économie tournée vers l'exportation, comme celle du Québec, aide les entreprises d'ici à disposer de la marge de manœuvre financière nécessaire pour effectuer leur modernisation sans avoir peur d'être avalées en temps par la concurrence.

Le Fonds découvre à peine le concept d'investissement éthique à l'étranger. Une première expérience est présentement menée avec le fabricant québécois de vêtement Gildan dont les activités s'étendent à des pays du sud et qui s'est engagée à y respecter certaines normes de travail minimales.

Conférencière- invitée au colloque, la présidente-directrice générale du Chantier de l'économie sociale, Nancy Neamtan, a pressé le Fonds de faire plus.

«Lorsque l'on parle de partenariat, il est temps que l'on fasse place à d'autres acteurs que seulement l'Etat, le monde des affaires et les syndicats. Il existe, au niveau local, une multitude de groupes communautaires, environnementaux, de femmes, coopératifs, etc., qui ne demandent pas mieux que de lancer des projets de développement économique alternatifs.»

On retrouve, a-t-elle continué, ce genre de projets partout dans le monde parce qu'ils sont parfaitement adaptés aux défis posés par la mondialisation.

alors que la prochaine étape naturelle de développement du Fonds serait de s'ouvrir à l'économie sociale.

Benoît Lévesque, professeur de sociologie à l'UQAM, abonde dans ce sens. «Depuis les dernières années, on parle de plus en plus de "globalisation", c'est-à-dire d'agir au niveau international pour fixer des règles générales qui encadrent les grands phénomènes, et d'agir au niveau local avec les groupes communautaires pour mettre en place une nouvelle forme de citoyenneté qui repose plus sur une logique collective qu'individuelle.»

Pour le Fonds, les changements ne seront pas faciles, constate-t-il. «Si la FTQ a l'air aujourd'hui d'accorder tellement d'importance au Fonds de solidarité, c'est parce qu'il est le symbole des changements qui sont intervenus dans les syndicats, au début des années 1980, à la suite de la crise économique, du virage technologique et du développement de nouvelles approches en faveur de la concertation et du partenariat. [...] Mme Neamtan a raison. Les changements qu'elle demande ont [d'ailleurs] déjà commencé. Il y a eu, par exemple, la création des [centres locaux de développement] et le Fonds a mis sur pied des fonds locaux appelés SOLIDE.»

É. D.

Un phénomène qui s'amplifie

Le français est en perte de vitesse à l'ONU

La grande majorité des missions préfèrent recevoir leur courrier en anglais

ASSOCIATED PRESS

Nations unies — Il y a quelques années, l'anglais et le français étaient considérés comme des langues jumelles dans les milieux diplomatiques.

Pour la première fois cette année, les pays répertoriés dans le «livre

bleu» de l'ONU, le répertoire des missions permanentes aux Nations unies à New York, ont été priés d'indiquer la langue dans laquelle ils préféreraient recevoir du courrier.

Les pays interrogés avaient le choix entre l'anglais, l'espagnol ou le français car les trois autres langues officielles à l'ONU, le russe, le chinois et l'arabe, ne peuvent pas être lues par la plupart des programmes

de traitement de textes. Sur les 185 membres qui ont répondu, 130 préféreraient l'anglais, 36 le français et 19 l'espagnol.

En Asie, le Laos et le Cambodge ont fait savoir qu'ils préféreraient le français, mais le Vietnam, qui a été

aussi une ancienne colonie française, a opté pour l'anglais. Le Luxembourg a choisi le français, mais le Liechtenstein a préféré l'anglais, tout comme l'Italie et la plupart des pays arabes.

Le Brésil, dont le langage maternel, le portugais, est assez proche de l'espagnol, a pourtant opté pour l'anglais. La Roumanie, en revanche, a choisi le français. Seul le Canada a coché deux langues: l'anglais et le français.

Téléphone: 985-3322
Télécopieur: 985-3340

LES PETITES ANNONCES

Courriel: petitesannonces@ledevoir.com

MOTS CROISÉS
1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12
HORIZONTALEMENT
1 - Fait de donner à un mot les marques du féminin.

LES PETITES ANNONCES
DU LUNDI AU VENDREDI
DE 8H30 À 17H00
Pour placer, modifier ou annuler votre annonce, téléphonez avant 14 h 30 pour l'édition du lendemain.

I . N . D . E . X
REGROUPEMENTS DE RUBRIQUES
100 • 199 IMMOBILIER RÉSIDENTIEL
200 • 299 IMMOBILIER COMMERCIAL
300 • 399 MARCHANDISES
400 • 499 OFFRES D'EMPLOI
500 • 599 PROPOSITIONS D'AFFAIRES ET DE SERVICES
600 • 699 VÉHICULES

101 PROPRIÉTÉS À VENDRE
132 CHALETS
160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER
103 CONDOMINIUMS ET COPROPRIÉTÉS

160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER
160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER
175 MAISONS DE CAMPAGNE À LOUER

Propriétaires!
Logement à louer?
Propriété à vendre?
1125\$*
*3 lignes, 3^{es} par ligne supplémentaire.
Samedi seulement: 32% de plus.
Heure de tombée: 14h30 tous les jours
985-3322

160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER
160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER
175 MAISONS DE CAMPAGNE À LOUER
176 CHALETS À LOUER
190 GARAGES, PARKING
192 ON DEMANDE À LOUER

160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER
170 HORS FRONTIÈRES À LOUER
175 MAISONS DE CAMPAGNE À LOUER
176 CHALETS À LOUER
190 GARAGES, PARKING
192 ON DEMANDE À LOUER

307 LIVRES ET DISQUES
450 EMPLOIS DIVERS
515 INFORMATIQUE ET BUREAUTIQUE
522 TRAITEMENT DE TEXTE
530 COURS

546 CARTOMANCIE, ASTROLOGIE
575 DÉMÉNAGEMENTS
515 INFORMATIQUE ET BUREAUTIQUE
522 TRAITEMENT DE TEXTE
530 COURS
DÉCÈS
DUBOIS, JACQUELINE (1918-2001)

LE DEVOIR VISA MasterCard

LE DEVOIR VISA MasterCard

LE DEVOIR VISA MasterCard

LE DEVOIR VISA MasterCard

• LES ACTUALITÉS •

Sommet des peuples autochtones des Amériques

Les délégués de 25 pays discuteront de coopération supranationale

HÉLÈNE BUZZETTI
DE NOTRE BUREAU
D'OTTAWA

Les peuples autochtones aussi auront leur sommet parallèle à celui de Québec. Et leurs participants qui arrivent cette semaine à Ottawa proviendront des quatre coins de l'Amérique. Le but: soumettre quelques recommandations au Sommet des Amériques mais, surtout, créer une coopération hémisphérique pour faire avancer leur cause, tristement similaire d'un pays à l'autre.

«Le Sommet de Québec ne doit pas être la raison d'être de notre sommet, explique en entrevue Ghislain Picard, chef de la section québécoise de l'Assemblée des premières nations et organisateur du sommet. Il est temps pour tous les peuples autochtones des Amériques de se mobiliser. D'arrêter d'être à la remorque des décisions que les États prennent. Je pense qu'on doit trouver une façon d'être plus proactifs et une des façons de l'être, c'est de créer un genre de connexion entre tous les peuples indigènes des trois Amériques.»

Une telle coopération supranationale existe déjà entre les communautés autochtones canadiennes et américaines. En 1999, le chef de l'APN d'alors, Phil Fontaine, avait signé une déclaration conjointe à Vancouver avec Ron Allen, président du National Congress of American Indian. Même si la collaboration ne se veut pas coercitive, on essaye de s'entendre, au-delà des frontières, sur les positions à adopter dans les domaines économique, culturel et même politique.

L'APN, le regroupement canadien des quelque 54 peuples indigènes qui fait office de porte-parole national, se montre désireuse d'assurer le leadership d'un tel partenariat continental, estime M. Picard, qui rappelle que c'est elle qui a lancé cette idée il y a un an. «On pourrait peut-être au-delà du sommet s'assurer qu'il y a une certaine coordination.»

Le Canada en exemple

On ignore encore qui ou combien de personnes se présenteront au Sommet. Il a été convenu que la liste d'invités ne serait pas rendue

publique avant le tout début de l'événement, qui commence mercredi. Mais l'APN dit espérer qu'il y aura des représentants de chacun des 25 pays où il y a des peuples autochtones en Amérique. L'idée, c'est évidemment de partager les expériences, trop souvent similaires, et de se donner la force du nombre pour légitimer la question autochtone.

«Au Canada, on a réussi à créer une certaine conscientisation au niveau de la population et de l'État canadien à savoir que la question autochtone est une question qui est tout à fait incontournable maintenant. Ce que je voudrais, c'est voir, dans deux ou trois ans, que la même constatation se passe au niveau des États où les populations autochtones sont moins nanties.»

«Je pense que l'idée de confirmer ou de rendre beaucoup plus officielle la coopération entre peuples autochtones, continue Ghislain Picard, peut contribuer à maintenir une certaine conscience, de la part de certains États, du fait qu'ils ne peuvent plus reculer.»

Les peuples autochtones du Canada ont en fait une «obligation»,

selon M. Picard, d'aider la cause là où elle se porte moins bien. «On est une minorité au Canada et on a réussi à faire certaines avancées au niveau politique, alors que dans d'autres pays où les peuples autochtones constituent la majorité, il y a un effet contraire.» Et de citer le cas du Guatemala où, raconte-t-il, les peuples indigènes forment environ 60 % de la population, mais où le gouvernement compte depuis peu sa seule ministre autochtone.

Le Canada sera donné en exemple, donc. Mais ce sera une lame à double tranchant. Les échecs, ou demi-victoires, des autochtones constitueront aussi des pièces à conviction. M. Picard dit avoir rencontré un homologue argentin qui lui se plaignait de la lenteur avec laquelle son pays appliquait les changements constitutionnels apportés en 1994 et accordant une reconnaissance des peuples autochtones. «On se reconnaît. Car même ici, on parle de l'article 35 [de la constitution de 1982 qui reconnaît les droits autochtones], mais en matière de résultats concrets, ça laisse à désirer.»

Défense du français en Amérique

Le Québec devra-t-il compter sur Haïti, demande Gérald Larose

MICHEL HÉBERT
PRESSE CANADIENNE

Sainte-Foy — Le Québec doit montrer son caractère distinct sur la scène internationale, soutient le président de la commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec, Gérald Larose.

Dans cet esprit, il proposera bientôt au gouvernement de Bernard Landry des changements législatifs visant à consolider l'identité québécoise.

«On a le devoir et la responsabilité de recenser les conditions qu'il faut mettre en place pour avoir une voix au chapitre et défendre la position originale et distincte, et tout à fait propre au Québec», a déclaré hier M. Larose, qui mettait fin aux travaux de la commission par un colloque international sur la diversité culturelle, à l'Université Laval.

L'exclusion du Québec du Sommet des Amériques montre la nécessité d'agir, soutient-il.

«Le sort réservé au Québec ces jours-ci, c'est exactement le sort qui nous attend si on ne parvient pas à traverser le mur canadien pour s'asseoir à la table où se discutent les véritables enjeux de la diversité culturelle», a insisté M. Larose.

Les interventions entendues hier montrent que la diversité culturelle est une préoccupation en Europe, où l'anglais fait des progrès. Ça l'est aussi dans les pays membres de la future Zone de libre-échange des Amériques. Pas moins de 110 pays dans le monde ont une politique linguistique.

Mais selon M. Larose, le gouvernement canadien ne peut défendre adéquatement le Québec en ce domaine. L'assimilation des francophones de l'extérieur du

Québec montre bien qu'il en est incapable, a-t-il noté.

«L'avenir du français en Amérique du Nord, c'est d'abord et avant tout le Québec, qui devra s'assumer et être là où ces choses vont se discuter. Si le Québec n'a pas sa place, on va compter sur Haïti, le seul autre pays à avoir le français comme langue officielle, pour assurer la présence du français dans la zone de libre-échange?»

«Le gouvernement fédéral, a-t-il poursuivi, est incapable de mener ce combat: d'abord, il n'a pas l'appui dont il a besoin dans le Canada et, en ayant éliminé le Québec du portrait, on peut être assuré qu'il va se passer dans cet accord ce qui s'est passé avec l'ALENA, c'est-à-dire une absence totale de préoccupation pour la langue et la culture.»

«En écartant le Québec, en n'amenant pas à la table l'élément le plus déterminant de sa singularité qu'est le Québec, il s'est coupé les ailes pour obtenir quoi que ce soit», a tranché, mordant, Gérald Larose.

Mais la survie du français ne passe pas que par une place sur le parquet du libre-échange. La commission Larose présentera en mai ou juin prochain une série de recommandations visant à renforcer la Charte de la langue française.

«Le caractère français de notre société devra être porté par un ensemble de politiques liées à la culture, à l'immigration, à l'aménagement du territoire. La langue sera portée dans un contexte large de politiques qui nous feront progresser collectivement», a-t-il expliqué.

«Il faut maintenant amener la population à découvrir que, dans le contexte de la mondialisation, notre identité devra être portée par toutes les composantes de la société québécoise», a conclu M. Larose.

Pollution des lacs

Un arsenal de détection très efficace

LOUIS-GILLES
FRANCOEUR
LE DEVOIR

Depuis quelque temps, le ministère de l'Environnement du Québec est doté d'une batterie d'appareils capables de détecter, grâce à des techniques qu'il a d'ailleurs lui-même mis au point, des molécules organiques à des concentrations pouvant atteindre le millionième d'un seul millionième.

Difficile à imaginer? C'est bête, dans un lac qui contiendrait trente fois l'eau du lac Saint-Jean!

Après avoir été le symbole des compressions qui ont durement frappé l'Environnement depuis cinq ans, le Centre d'expertise en analyse environnementale du Québec (CEAEQ) a acquis l'an dernier, au coût de un million de dollars, de nouveaux appareils de détection et d'analyse, soit un spectromètre de masse à haute résolution (HRMS) et un chromatographe liquide, couplé en tandem à un spectromètre de masse. Ces appareils ainsi que les procédures mises au point chez lui font de ce laboratoire gouvernemental un des cinq meilleurs du genre en Amérique, selon les comparaisons de rendement annuel en cours dans ce secteur.

Ces appareils sont utilisés aujourd'hui non seulement en environnement mais aussi dans le domaine judiciaire et dans le contrôle du dopage. En environnement, on les utilise principalement dans la détection des molécules dangereuses même à d'infimes quantités, comme les dioxines et furannes, les BPC sous leurs diverses formes, certains éthers, les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP), etc.

L'acquisition de ces nouveaux appareils, parmi les rares spécialisés en environnement dans l'est du Canada à l'heure actuelle, est nécessaire pour monitorer notamment la pollution agricole. La dissémination des pesticides dans les eaux de surface et souterraines, ou dans les aliments, à des doses infinitésimales, est de plus en plus soupçonnée de dérégler les systèmes endocriniens et immunitaires et, à ce titre, d'être responsables de cancers, de mutations génétiques, etc. Comme les nouveaux pesticides sont épanchés en quantités qui se calculent désormais en grammes plutôt qu'en litres par hectare, leur identification devient de plus en plus problématique sans des instruments capables de porter beaucoup plus loin les frontières de la détection.

Le CEAEQ est une «unité de service autonome» du ministère de l'Environnement, ce qui signifie qu'on lui donne une enveloppe budgétaire fixe chaque année. Le reste de son financement provient des services qu'elle offre aux institutions et entreprises ou aux gouvernements étrangers qui font appel à ses services pour des tests ou à son expertise dans l'exploitation de ce type d'instruments de pointe.

Séisme meurtrier à Hiroshima



De la nourriture et de l'eau ont été distribuées hier dans la région d'Hiroshima aux victimes du plus grave séisme enregistré depuis Kobe en 1995.

Une secousse secondaire importante sème la panique

AGENCE FRANCE-PRESSE

Hiroshima — Une nouvelle secousse secondaire de 5,2 sur l'échelle ouverte de Richter a frappé hier matin la région d'Hiroshima et les riches environnantes dans l'ouest du Japon, moins de deux jours après un séisme meurtrier dans la région.

La secousse a duré environ 10 secondes, déclenchant un mouvement de panique parmi la population locale encore sous le choc du tremblement de terre de samedi qui avait fait deux morts et 170 blessés.

On ignorait en milieu de journée si cette nouvelle secousse avait fait des victimes ou des dégâts. La circulation des trains à grande vitesse dans la région a été provisoirement suspendue pour vérifier si les lignes avaient été endommagées.

Selon les responsables météorologiques, il s'agissait de la secousse la plus forte des quelque 22 secousses secondaires enregistrées depuis samedi.

La vie avait pourtant repris son cours presque normal hier dans la région d'Hiroshima, frappée la veille par le plus grave séisme enregistré depuis Kobe en 1995. Les résidents des zones les plus touchées commencent à déblayer les débris des immeubles endommagés par le séisme de 6,4 sur l'échelle de Richter. Les communautés locales s'organisent aussi pour rendre visite aux personnes âgées pour vérifier que tout allait bien.

Mais à Kure, ville côtière où le séisme a été le plus ressenti, et à Hiroshima, 34 000 habitations étaient privées d'eau et des routes étaient fermées à cause de risques d'éboulement, aggravés par des chutes

abondantes de pluie qui ont obligé une vingtaine de personnes à évacuer leur logement à Kure.

«Nous ne prévoyons plus de dommages directs liés au séisme mais nous sommes inquiets à cause de la pluie qui pourrait provoquer des glissements de terrains», a indiqué à l'AFP Ryoso Komatsu, un responsable de la cellule de crise de Kure.

Kure qui était autrefois une base militaire est une ville industrielle importante de l'ouest du Japon, située sur la côte non loin d'Hiroshima et à seulement 250 km à l'ouest de Kobe où un séisme avait fait 6432 morts le 17 janvier 1995.

«Le bruit du tremblement de terre était horrible mais les dégâts sont moins graves que ce que l'on aurait pu craindre si l'on fait la comparaison avec Kobe», a indiqué Michiko Ogawa, une femme au foyer de 81 ans, devant une partie des murs écroulés de sa maison.

Deux femmes sont mortes dans le séisme, l'une à Hiroshima à la suite de l'effondrement d'une maison et l'autre à Kure de l'écroulement d'un balcon tandis que 172 autres personnes ont été blessées en général par des chutes d'objets, selon l'agence de protection contre les incendies. Les secousses ont endommagé environ 4040 habitations dont huit ont été entièrement détruites.

À Hiroshima, les boutiques étaient ouvertes et les rues pleines de gens comme un dimanche normal. Les grands groupes comme l'électronicien Sharp, le groupe de mécanique lourde Ishikawajima-Harima Industries, ayant des installations dans la région et Mazda dont le siège se trouve près d'Hiroshima n'ont fait état que de dégâts très limités.

Rejets provenant des motoneiges et autres véhicules de loisirs

Une coalition réclame des études approfondies

LOUIS-GILLES
FRANCOEUR
LE DEVOIR

Ottawa devrait rapidement évaluer avec ses services techniques les rejets de contaminants et la contribution au réchauffement climatique de son parc de motoneiges, de véhicules de loisirs et les petits utilitaires équipés de moteurs à deux temps, plus polluants, pour permettre un débat rigoureux sur le développement des activités «récréatives» énergivores.

La catégorie de véhicules ciblés ici regroupe, outre les motoneiges, les motos de routes, de ville et tout terrain, les véhicules quatre roues motrices (quads ou VTD), les motomarines et les hors-bord. Ainsi que les petits utilitaires à moteurs deux temps, comme les tondeuses à gazon, tronçonneuses, coupe-bordures et débroussailluses.

C'est ce que vient de réclamer la Coalition pour la protection de l'environnement du parc linéaire «Le petit train du Nord» auprès du ministre fédéral de l'Environnement, David Anderson. La coalition, qui poursuit en recours collectif pour 20 millions deux clubs de motoneiges et la MRC locale, déplore auprès du ministre le fait que les Canadiens doivent aller chercher dans des sites Internet américains des études inadéquates au contexte d'ici pour discuter des impacts environnementaux de la motoneige chez eux, une invention canadienne dont le Canada demeure le premier constructeur mondial.

Cette demande d'une étude globale des véhicules récréatifs est appuyée par trois poids lourds environnementaux du Québec, soit l'Union pour la conservation de la nature (UQCN), le Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement (RNCRE) et Greenpeace Québec. Elle a aussi l'appui du Conseil régional de l'environnement des Laurentides (CRELA), un des principaux ani-

mateurs au Québec du débat sur le loisir motorisé.

«Nous savons», écrit au ministre Anderson le président de la coalition, Normand Lacroix, que les services de votre ministère ont souvent effectué des études sur les émissions des moteurs qui équipent les voitures. Nous avons appris l'autisme dernier à la lecture du journal Le Devoir que vous avez entamé des études semblables sur les émissions atmosphériques et la consommation d'essence des motos. Mais nous comprenons à la lecture des médias que votre ministère n'a rien entrepris de semblable sur les émissions de contaminants et la consommation d'essence des motoneiges même si nous sommes un important producteur mondial, ce qui devrait nous inciter à assumer un leadership certain dans ce domaine.»

«Nous pensons», conclut le président de la coalition, qu'en tant que nouveau président du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), vous pourriez ainsi faire en sorte que le Canada apporte une importante contribution au débat sur le loisir motorisé dans le monde, un domaine fort négligé jusqu'à présent. S'il faut éventuellement réduire sensiblement notre consommation d'énergie, peut-être faudrait-il commencer par les domaines où cette consommation n'apporte aucun ou très peu de bénéfices sociaux comme dans le sport motorisé. Mais c'est un débat impossible à faire avec rigueur en l'absence de données rigoureuses», un vide que les laboratoires gouvernementaux relevant du ministre de l'Environnement pourraient combler rapidement si on en fait une priorité.

Comme chaque province connaît le nombre de ses véhicules motorisés récréatifs, anciens et récents, de solides analyses de leur consommation et de leurs rejets permettraient au public et au gouvernement d'évaluer et débattre du problème sur un registre moins émotif, estime M. Lacroix.

Philippe LE PRESTRE Guérin universitaire 3^e millénaire

Écopolitique Internationale

«Si politique savait! Si écologiste pouvait!»

592 pages - 30,35 \$

Les Éditions GUÉRIN (514) 842-3181

En vente dans toutes les librairies

É D I T O R I A L

Entre le marteau
et l'ordinateur

Du renvoi massif d'espions aux petites phrases assassines en passant par les bras de fer économiques, les relations entre Moscou et Washington sont passées du mode de l'apaisement à celui de la confrontation nette. Le combat Bush-Poutine, c'est une guerre froide revue et corrigée par les héritiers.

De prime abord, le dossier se présente sous forme de pièces détachées; la plus récente d'entre elles étant cette expulsion de 50 espions et diplomates, voire les deux, décidée ces jours-ci par l'administration Bush. Lié à l'affaire Hansen, du nom de ce haut gradé du FBI qui pendant une quinzaine d'années dévoila des secrets aux Russes par appât du gain et non par conversion idéologique, ce renvoi d'hommes de l'ombre s'avère le plus important depuis 1986 alors que la Guerre froide, on l'aura deviné, battait le rythme des relations entre les deux superpuissances. Au bannissement américain, les Russes ont répondu à l'identique.

A défaut d'être dans ce secret des dieux qui seul permettrait d'affirmer que ce refroidissement a commencé tel jour à telle heure et pour telle raison, on débutera avec les premiers gestes de Poutine et Bush, les nouveaux témoins de la scène internationale. Ainsi peut-on avancer que tout s'est amorcé au début de janvier 2000 lorsque Vladimir Poutine effectua son premier geste de président plébiscité. Par décret, il ordonna une augmentation sans précédent — 50 % — du budget de la Défense.

Il a alors agi ainsi parce qu'il s'était engagé à redonner «puissance et fierté» à une Russie engagée dans la guerre en Tchétchénie. De ce conflit, il ne faut pas oublier, surtout pas sous-estimer, la dimension géo-économique. Que la Russie perde son emprise sur cette république, et c'est pratiquement tout l'or noir de la mer Caspienne qui lui passe sous le nez et que convoitent bien des conglomérats occidentaux, notamment américains. Dans cette partie du monde, Américains et Russes se livrent une compétition sourde mais féroce pour tout ce qui a trait à la distribution du pétrole.



Serge Truffaut

Simultanément à cette hausse du budget de la Défense, Poutine a augmenté la cadence de l'espionnage de telle sorte que l'architecture russe en sol américain est désormais la jumelle de ce qu'elle était à l'époque de la Guerre froide. En outre, Moscou a mis à profit le flou que permet ou engendre toute élection américaine en se rapprochant de la Chine et de l'Iran, ce dernier étant devenu un allié objectif à la faveur du conflit tchétchène, de sorte que l'on assiste à un renforcement de la coopération militaire entre les trois. Tout récemment, Poutine annonçait que des armes et les supports technologiques afférents seraient vendus à Téhéran.

Alors que la campagne électorale aux États-Unis battait son plein, Condoleezza Rice, aujourd'hui conseillère à la sécurité nationale, affirmait et martelait que l'administration Clinton était naïve pour tout ce qui concerne les relations avec la Chine et la Russie. En répétant cela tout au long de l'automne, Rice avait mis la table pour que Bush, à peine élu, prenne des mesures tranchant singulièrement avec l'ère Clinton; en premier lieu, dans le choix de ses proches collaborateurs. Autant Poutine s'est entouré d'ex-camarades du KGB, autant Bush a puisé dans les vétérans de la Guerre froide en s'associant Dick Cheney à la vice-présidence et Donald Rumsfeld à la Défense.

À peine installé à la Maison-Blanche, Bush a confirmé qu'il n'écouterait pas les atermoiements des Russes et des Européens à propos du système anti-missile; autrement dit, qu'il était décidé à aller de l'avant. S'ensuivit une série de mesures ou gestes favorisant, si l'on peut dire, une détérioration sérieuse des relations entre Washington et Moscou. Sur le front économique, Bush a ordonné une baisse de 12 % du budget prévu au démantèlement de l'arsenal nucléaire soviétique et retenu les prêts que le FMI était enclin à accorder, sous prétexte que ces sommes seraient utilisées à des fins militaires.

Sur le front politique, Washington a accepté la tenue d'un entretien entre un vétérinaire de la Maison-Blanche et le ministre des Affaires étrangères des rebelles tchétchènes. Washington a accusé Moscou d'être un «proliférateur d'actifs», guerriers s'entend, parce que des armes sont effectivement vendues aux États inscrits sur la liste des «États voyous». Enfin, Bush a refusé la tenue d'une rencontre au sommet avec Poutine. En toile de fond, et même si cela ne concerne pas directement la Russie mais bien la Chine, on se rappellera que Washington fournira des armes de pointe à Taïwan.

C'est bien connu: l'histoire ne se répète pas, sauf lorsqu'elle se répète... autrement!

struffaut@ledevoir.ca

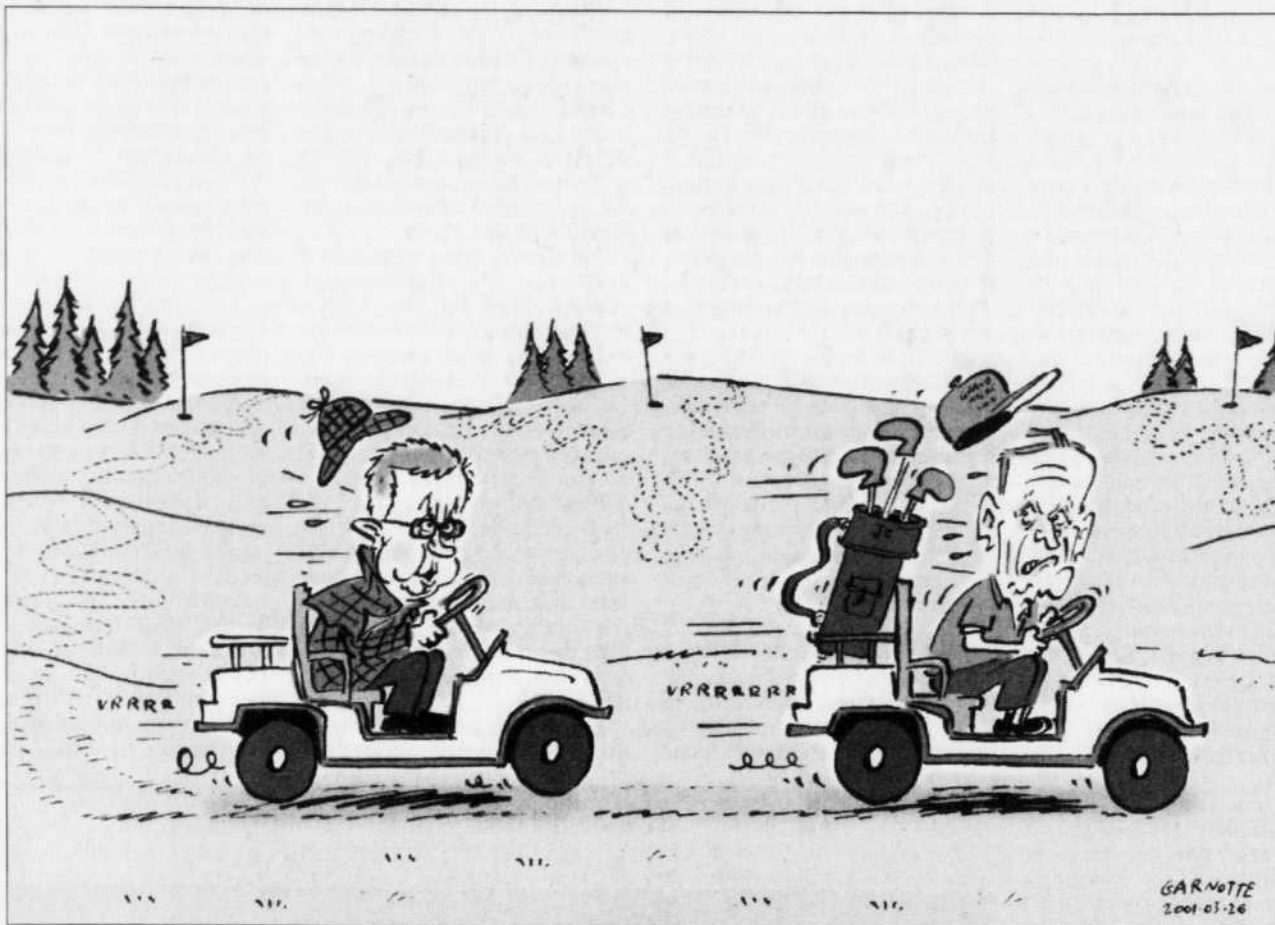
LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA

LE 10 JANVIER 1910

FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSAÇON
Vice-présidente finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information CLAUDE BEAUREGARD
Rédacteur en chef adjoint MICHEL VENNE
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
MARIE-ANDRÉE LAMONTAGNE, LOUIS LAPIERRE
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directeur, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE



L E T T R E S

Critique et vérité

En 1965 (!) Raymond Picard s'attaquait à Roland Barthes: ancienne contre nouvelle critique.

En 2001 (!) Louis Cornélien s'attaque à Jean Forest [Cahier Livres du 24 février 2001]: mêmes arguments, ceux des curés de 1965, quand ils persistaient à juger de tout à tort et à travers. Cornélien pratique une critique d'humeur, et qui plus est de mauvaise humeur: On croit rêver!

Son langage est indigne d'un intellectuel: lapins interprétatifs, me déplaisent, tombés des mains, déliants lapins, vaseuse bouillie, prestidigitation... Les insultes que dénonçait Barthes, très exactement. Sans contenu intellectuel critique. Je n'aime pas, donc ça ne vaut rien. Voire, voire!

Raymond Picard reprochait à Roland Barthes ses abus, ses aberrations, de dire n'importe quoi, le vide, le délirant, le futile de ses affirmations, que Barthes fondait comme par hasard sur la psychanalyse «freudo-lacanianne» et le structuralisme naissant, tout comme moi. Picard n'était-il pas lui aussi bien réticent devant les prêtres de la nouvelle critique? Tout y est, même l'ironie qu'on me reproche, dont Barthes affirme déjà la pressante nécessité. Picard n'aime pas le style de Barthes? Cornélien n'aime pas le mien. Pour quelle «raison»? Mais parce qu'il n'est pas dans les cordes de Cornélien!... Je dis: aberrant. De la très vieille critique, intolérable dans *Le Devoir*.

On tombe évidemment à bras raccourcis sur Freud et Lacan, depuis cent ans. Bien sûr on ne se hasarde plus à combattre leur théorie, dont on me fait même compliment, quoique tout de même en essayant de la stériliser mine de rien en en ridiculisant les conséquences pratiques. Cornélien se moquera donc de cent cinquante pages de conséquences en en faisant des gorges chaudes, autour d'un Moby Dick ou d'un Big Mac extraits de tout contexte, c'est bien là la moindre des choses, et devenus ainsi de purs projectiles destinés à détruire en confortable méconnaissance de cause. Contrairement toutefois à ce qui est répété, je ne dis jamais n'importe quoi. Ou alors que les analystes m'en fassent le reproche, puisqu'ils savent, eux, ce dont je parle, et peuvent pour cette raison se prononcer sur ma méthode et ses applications. Contrairement à Cornélien, qui,

lui, ne sait pas de quoi je parle, et le prouve, quoique hélas à mes dépens.

Quand Freud émet une opinion, c'est la psychanalyse qui parle. Quand Lévi-Strauss parle, l'ethnologie. Et dans le cas d'Einstein, la physique. J'écoute, j'apprends, je vis. Mais qui est donc Cornélien? Ils ne publient ni leur mauvaise humeur, ni leur ignorance. Or moi non plus! Mais un quart de siècle d'expérience concrète de la psychanalyse. La théorie, et ses applications à un large corpus. Le tout à mes risques intellectuels.

Qu'on m'attaque en m'accusant d'avoir trahi la théorie, voilà la seule critique sérieuse recevable, puisqu'on fait mine d'en accepter les prémisses. Mais qu'on juge alors de sa pertinence de l'intérieur. Le jour où les analystes m'accuseront de délirer, je tendrai l'oreille à leurs arguments. Et saurai leur répondre. Mais il est vrai qu'à beaucoup d'intellectuels petits et grands la psychanalyse, dans ses applications, fait peur. Et que cette peur, ils tentent de l'exorciser en essayant de couvrir de ridicule ceux qui la réveillent en eux. C'est là basse besogne de petits esprits bornés.

Et non la critique que l'on attend du *Devoir*, qui ne devrait certainement pas me reprocher la faute imaginaire que j'aurais commise en allant à l'encontre de l'humeur d'un quidam qui affiche sans vergogne son ignorance crasse.

Jean Forest
Auteur

Réponse de Louis Cornélien

Contrairement à ce que prétend Jean Forest, je ne suis tombé à bras raccourcis ni sur Freud ni sur Lacan. J'ai plutôt exprimé, par souci d'honnêteté intellectuelle, mon scepticisme à l'endroit des vertus interprétatives de la psychanalyse. Des preuves? Dans la chronique qui a fait sortir Forest de ses gonds, je me suis livré à un éloge nuancé mais franc du *Cinéma du bonheur*, l'essai du très freudien Claude de Fontager. Le 15 mai 1999, je signais même, dans *Le Devoir*, une critique intitulée «Freud libéré» qui saluait un remarquable plaidoyer en faveur de Freud écrit par Dominique Scarfone. Ces deux livres, toutefois, ne confondaient pas théorie freudienne et art de l'interprétation débridée fondée sur des jeux de mots douteux.

Piqué au vif, Forest trouve maintenant refuge dans les insultes (le stratagème des dérotés, selon Schopenhauer) et les argu-

ments d'autorité: Freud, c'est la psychanalyse, Einstein, la physique, et lui, suggère-t-il par association très libre, c'est Barthes; «mais qui donc est Cornélien?». Maladroite, la technique révèle une pensée dogmatique imbue d'elle-même. J'ai quant à moi une autre conception de la réflexion et du débat comme «risques intellectuels».

Louis Cornélien
Le Devoir

D'une noirceur à l'autre

Au rythme où les lois se multiplient, eh bien, je me dis: c'est certain nous serons bientôt tous des criminels ou en voie de le devenir si on n'y prend garde. Tout se passe comme si on ne tirait pas de leçon de l'histoire. On recommence sans cesse les mêmes erreurs.

Hier, à l'époque de la «grande noirceur», c'était l'Église qui régnait sur les grands pécheurs que nous étions à coups de condamnations. L'Église a refait ses devoirs et nous parle maintenant d'amour, mais voilà que c'est maintenant au tour de l'État de tomber dans le piège de la répression.

C'est le règne des tribunaux! Si c'est le cas, je dis que nous sommes à fabriquer une autre «grande noirceur» en suivant le modèle américain!

Devons-nous nous inquiéter? C'est certain, car les barreaux de prison sont beaucoup plus menaçants que ceux du confessionnal du temps passé... Et puis, tout ce discours sur la «tolérance zéro» nous montre bien qu'on veut durcir le ton!

Un exemple: deux bénévoles du Club Compassion sont devant les tribunaux pour avoir fourni de la marijuana à des malades. Coupables de compassion, aux yeux de la loi, ils sont des criminels. Comme le remarque Brian Myles, dans *Le Devoir* du 12 mars dernier, «il faudra s'affranchir des idées reçues de l'Amérique prohibitionniste des années 20. Tant et aussi longtemps que le problème des drogues sera envisagé sous l'aspect criminel, les réformes seront futiles. Il s'agit d'un problème de santé publique. [...] Seule la collectivité peut venir à bout d'un régime de l'absurde qui criminalise davantage qu'il ne soigne.»

Cela, à condition, bien sûr, que nous soyons en démocratie, la vraie!
Rollande Thibodeau
Sherbrooke, mars 2001

LIBRE OPINION

Lettre aux adultes de Montréal: la violence verbale, on s'en parle

Les signataires sont responsables du dossier de la prévention de la violence et parlent au nom de la Commission scolaire de Montréal.

ROBERT CADOTTE

Président de la commission pédagogique

ADELINE D'OPÉRA

Vice-présidente du comité exécutif

Atous les parents, grands-parents, voisins et voisines de Montréal, la Commission scolaire de Montréal demande aujourd'hui votre soutien afin de coordonner nos efforts pour favoriser les comportements pacifiques chez nos jeunes.

Vous le savez, la violence a beaucoup augmenté en Amérique du Nord depuis une quarantaine d'années. Le sujet occupe régulièrement l'actualité, surtout quand un jeune fait preuve d'une violence extrême. Les gens s'interrogent alors sur les causes d'une telle violence. Souvent, ils cherchent des coupables en pointant du doigt tantôt les gouvernements, tantôt les médias, les parents, les enseignants ou les directions d'école. Finalement, personne ne bouge... jusqu'au prochain drame médiatisé.

Ces drames spectaculaires occultent cependant une réalité beaucoup plus préoccupante, celle de la violence quotidienne à laquelle on s'est habitué. Au Canada, le taux de crimes violents a doublé chez les jeunes

de 12 à 17 ans, entre 1986 et 1996. L'exemple vient cependant de haut car, selon Statistique Canada, la violence des adultes a été multipliée par quatre au cours des 35 dernières années. Le drame, c'est ici qu'il se situe, et pas seulement dans les tragédies spectaculaires.

Devant cette situation, la Commission scolaire de Montréal a décidé d'agir. Ce n'est pas parce que nous sommes pires qu'ailleurs que nous entreprenons cette campagne de prévention — nos écoles ne sont pas devenues des champs de bataille. Bien au contraire, le Québec est la province la moins violente et la violence à l'école demeure un phénomène isolé. Mais nous estimons que tout le monde doit faire son bout de chemin si nous ne voulons pas nous retrouver dans quelques années avec la situation qui sévit aux États-Unis. Chacun d'entre nous doit cesser de faire l'autruche.

Déjà, de nombreux projets ont été mis sur pied dans les écoles primaires et secondaires. Ceux-ci visent d'abord le développement d'habiletés sociales, l'acquisition de comportements pacifiques, la résolution des conflits, la médiation et la coopération. Des projets d'aménagement et d'animation de l'environnement intérieur ou extérieur de l'école, particulièrement dans la cour de récréation, s'inscrivent aussi dans le cadre de la prévention de la violence. On organise également des événements thématiques, des spectacles, l'animation d'activités et d'ateliers, des semaines de prévention de la violence ou la réalisation de collectifs en art dans des classes. Enfin, les écoles primaires et secondaires offrent au personnel des formations et des conférences sur le sujet, de même que des activités visant à développer, chez les élèves et le personnel, le sentiment d'appartenance à l'école.

Il est important que nos jeunes demeurent civilisés même quand le professeur n'est pas là et qu'ils sont seuls avec leur conscience. Mais, comment convaincre nos jeunes que la violence est intolérable quand, par exemple, les commentateurs de notre sport national encouragent la violence pour promouvoir le spectacle et que les adultes applaudissent quand une brute agresse un joueur adverse talentueux? Comment mettre nos jeunes en garde contre l'influence nocive de certains gangs quand on traite les chefs de motards comme des vedettes de la télévision? Comment nos jeunes adopteront-ils des comportements pacifiques si la télévision les ensevelit sous les héros violents, et qu'ils ont déjà vu 8000 meurtres à la télé à l'âge de 11 ans?

Nous avons besoin de vous pour aider les professeurs à aider les enfants. Nous invitons tous les adultes à porter une attention toute particulière à la violence verbale utilisée par les enfants. La violence physique est trop souvent le propre de ceux qui sont incapables de régler leurs conflits dans le cadre d'une discussion respectueuse. Il est donc important de ramener les enfants à l'ordre quand ils utilisent un langage méprisant ou injurieux envers les autres.

Au cours de l'année qui vient, nous ferons parvenir aux parents des dépliants d'information afin de leur fournir des conseils pratiques pour prévenir la violence à la maison et pour soutenir les actions entreprises par l'école. Nous leur suggérons aussi de ne pas se gêner pour parler avec le professeur de leur enfant s'ils ne savent pas comment réagir à ses comportements violents.

Pour nos enfants, nous disons non à la violence — et vous?

IDÉES

Réplique à un article de Norman Finkelstein

Le débat sur l'unicité de la Shoah est un faux débat

ELIAS LEVY

Journaliste à l'hebdomadaire
The Canadian Jewish News

Le Devoir reproduisait dans son édition du 12 mars la réplique que le politologue américain Norman Finkelstein a fait parvenir au journal *Le Monde* à la suite de la publication d'un grand dossier que le réputé quotidien français a consacré à son livre très controversé, *L'industrie de l'Holocauste* (*Le Monde* du 16 février, pp. 26-27).

Dans l'éditorial qu'il a consacré à *L'industrie de l'Holocauste*, le journal *Le Monde* explique les raisons qui l'ont incité à publier un dossier sur cet ouvrage qui n'est pas sans résonances avec la littérature négationniste. Une littérature abjecte qui, depuis la fin des années 70, s'efforce à démontrer, en vain, que l'Holocauste n'est qu'une fable scabreuse inventée de toutes pièces par la «juiverie» internationale pour légitimer la création de l'Etat d'Israël.

«Ce serait certes céder à la confusion que d'exclure sans discussion une voix dissonante en l'assimilant au pire discours antisémite. Mais une lecture attentive du livre de Finkelstein montre que la rhétorique ici à l'œuvre côtoie celle du négationnisme, lui-même né dans la mouvance de l'ultra-gauche, où la dénonciation du Grand Satan américain et du capitalisme mondial fait bon ménage avec un franc antisémitisme dissimulé sous la critique de l'Etat d'Israël. Cette fausse dialectique, qui consiste à demander la levée de supposés tabous dont nous serions les victimes, trompera, hélas, une partie du public. D'où notre choix éditorial qui est une sorte de mise en garde contre les alibis trompeurs d'un nouvel antisémitisme», explique l'équipe éditoriale de *Le Monde*.

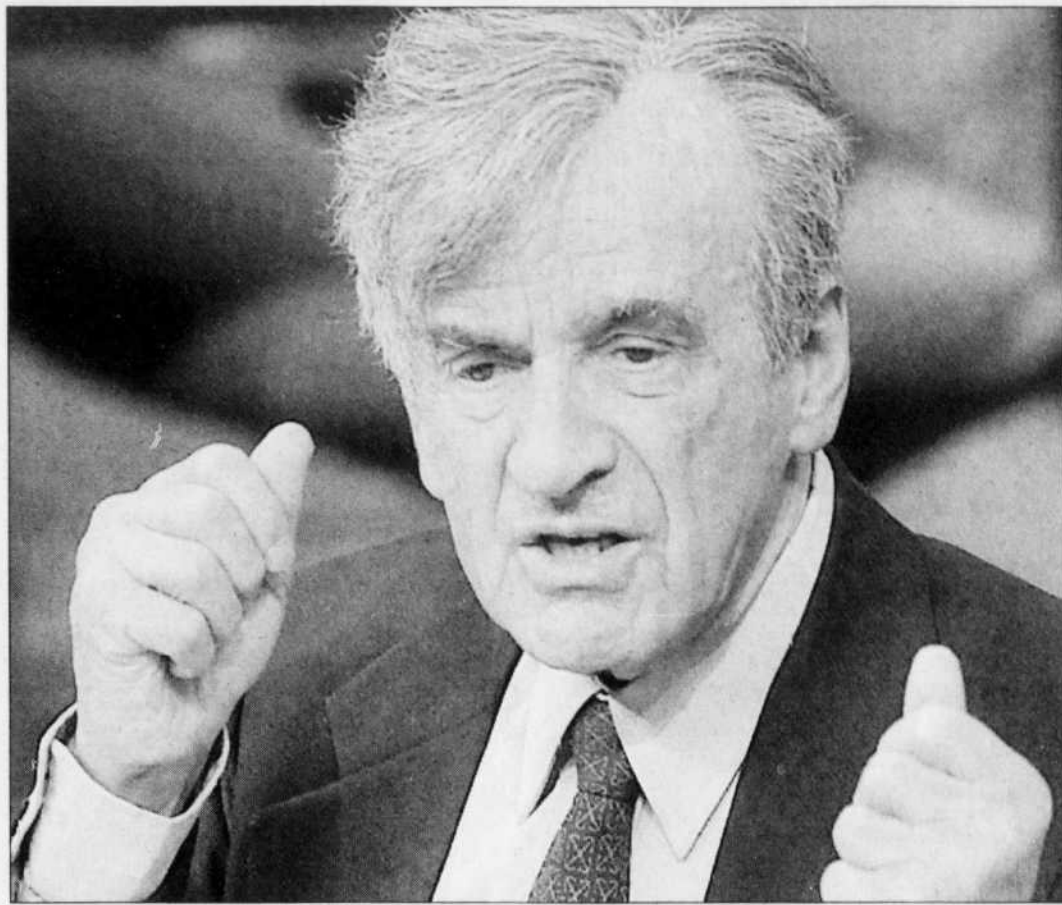
Point de vue partagé par deux historiens réputés, spécialistes reconnus du nazisme et du négationnisme de la Shoah, interviewés par *Le Monde* dans le cadre de ce dossier.

Pour l'historien Philippe Burrin, auteur de plusieurs essais remarquables sur le nazisme, dont *Hitler et les Juifs* (Seuil, 1989) et *Fascisme, nazisme, autoritarisme* (Seuil, 2000), le livre de Norman Finkelstein est un brûlot qui réhabilite les stéréotypes antisémites les plus écoulés.

«Certains ouvrages font seconner la tête, celui de Norman Finkelstein est du nombre. Une documentation légère et utilisée élastiquement, une posture de justicier, des accusations répétitives contre les organisations juives de New York qui s'enrichiraient sur le dos des survivants du génocide et contre l'Etat d'Israël qui se ferait un bouclier de ce même génocide pour étouffer toute critique à l'encontre de sa politique: de valeur scientifique il ne peut être question. Les antisémites, l'extrême droite et toutes les «braves gens» d'Europe irrités par la réouverture du dossier des réparations, dans les années 1990, pourront faire leur miel d'un texte où resurgit le bon vieux mythe de la conspiration juive mondiale et qui offre un aliment aux non moins vieux clichés du juif manipulateur et cupide. De la critique portant sur la gestion des réparations à la mise en cause de la légitimité de ces réparations, et de la critique visant l'instrumentalisation de la mémoire du génocide à la mise en doute de l'existence de ce génocide, tous les glissements sont possibles à partir d'un livre dont l'auteur ne devrait pas s'étonner qu'il lui échappe», a expliqué au *Monde* Philippe Burrin.

Pour l'historien Florent Brayard, grand spécialiste du négationnisme de la Shoah, le livre de Norman Finkelstein attribue une place prépondérante aux thèses mensongères et aux schémas analytiques réducteurs ressassés par les négationnistes.

«Finkelstein entretient un rapport double avec le négationnisme. Il lui emprunte son vocabulaire [voyez les titres de chapitre de son livre: *La capitalisation de l'Holocauste, La manipulation de l'Histoire...*], et cette proximité sémantique est probablement volontaire, participant d'une stratégie bien pesée du scandale. Par ailleurs, il adopte sur le sujet une posture «non conformiste», à l'américaine. Son maître, Noam Chomsky, en avait déjà fait de même sous prétexte de dé-



Survivant des camps d'extermination nazis d'Auschwitz et de Buchenwald, écrivain de renommée mondiale et Prix Nobel de la Paix, Elie Wiesel estime que plus la mémoire d'un Juif est juive, plus elle se transcende pour atteindre l'universel.

fendre la liberté d'expression, mais également du fait de sa communauté de vue avec certains membres de l'ultra-gauche négationniste sur le sionisme — des points de vue que reprend peu ou prou Finkelstein... Affirmer, comme il le fait, que «la littérature négationniste n'est pas entièrement dénuée d'intérêt» en prenant pour exemple David Irving est proprement scandaleux. C'est à peu près aussi idiot que de dire que la littérature antisémite n'est «pas entièrement dénuée d'intérêt, parce que Céline a écrit Voyage au bout de la nuit...», a déclaré au *Monde* Florent Brayard.

J'ai recueilli récemment les impressions sur ce livre d'une des meilleures spécialistes mondiales de la Shoah et de la mémoire des déportés juifs, l'historienne Annette Wieviorka. Directrice de recherche au Centre National de la Recherche Scientifique — CNRS —, Annette Wieviorka, qui a été membre de la Commission Mattéoli, une mission d'étude sur la spoliation économique des Juifs de France pendant la Deuxième Guerre mondiale, créée en 1996 par le gouvernement français, est l'auteur de nombreux ouvrages sur le génocide juif et sa mémoire, dont *Déportation et génocide; Entre la mémoire et l'oubli* (Plon); *L'ère du témoin* (Plon) et *Auschwitz expliqué à ma fille* (Seuil).

«Cessons de qualifier de travail historique le livre de Norman Finkelstein. Ce livre n'est pas un essai d'histoire mais un pamphlet. Finkelstein adopte les analyses de Paul Rassinier, le chef de file du mouvement négationniste. Les deux défendent l'idée saugrenue que la Shoah est l'objet d'une escroquerie qui profite à Israël. La construction littéraire de Finkelstein, très idéologisée, est inadmissible sur le plan historiographique», soutient Annette Wieviorka.

Par-delà les débats, tout à fait légitimes, sur l'unicité de la Shoah, sur les causes et les circonstances du génocide, sur la comparaison entre les crimes communistes et les crimes nazis, on voit réapparaître depuis quelque temps des propos, des soupçons, des insinuations aux relents malsains. Au Québec, l'affaire Michaud est un exemple manifeste de ce phénomène déléteré.

La thèse de la «singularité de la Shoah» est aujourd'hui sur la sellette. On reproche très injustement aux Juifs de minimiser l'ampleur et la portée d'ef-

froyables tragédies qui ont décimé plusieurs peuples au cours du XX^e siècle: les Arméniens, les Tziganes, les Cambodgiens, les Rwandais... Pourtant, nombreux sont les Juifs qui estiment que la catastrophe de la Shoah ne doit pas être uniquement comprise à la seule lumière de l'expérience singulière de la condition juive mais aussi par le biais de l'expérience universelle de la politique contemporaine.

Pour Annette Wieviorka, le débat sur l'unicité de la Shoah est un faux débat qui n'a jamais eu lieu dans les canelures d'historiens travaillant sur cette question complexe.

«Dans la sphère public, ce débat, qui, à mon avis, est un faux débat, a une autre finalité: accuser les Juifs d'être obsédés par la Shoah et de rester insensibles aux souffrances des autres peuples. Une accusation stupide dénuée de fondement. En effet, force est de rappeler que des Juifs ont été les bâtisseurs de grands projets humanitaires — Médecins sans frontières, Médecins du monde... — qui ont pour mission d'atténuer la détresse des plus démunis et des peuples menacés de mort.»

Survivant des camps d'extermination nazis d'Auschwitz et de Buchenwald, écrivain de renommée mondiale et Prix Nobel de la Paix, Elie Wiesel m'a livré au cours d'un entretien son point de vue sur cette question — entrevue publiée dans l'édition du *Canadian Jewish News* du 6 mai 1999 —.

«L'Holocauste est une tragédie juive aux implications universelles. Son universalité réside dans son unicité. Toute tentative de la diluer ou de l'extrapoler ne peut qu'en fausser le sens. C'est avant tout en tant que Juif que j'évoque cette horrible tragédie. C'est mon devoir. En faisant cela, j'incite les autres à se rappeler le drame des leurs. La mémoire n'est pas pour moi un instrument d'exclusion et de réduction mais, au contraire, d'ouverture et d'inclusion. Celle-ci ne peut s'enrichir qu'en s'approfondissant. En d'autres termes, plus la mémoire d'un Juif est juive, plus elle se transcende pour atteindre l'universel», m'a confié Elie Wiesel.

Les réflexions de cet illustre humaniste qui mène depuis quarante ans un vigoureux combat pour vaincre l'indifférence au mal sous toutes ses formes devraient être méditées par tous ceux et celles qui aujourd'hui exultent en dévorant la littérature fielleuse de Norman Finkelstein.



La Conférence

Je donne des conférences depuis longtemps. À force d'en donner, je suis devenu conférencier. Pas tellement du genre qui officie de Buenos Aires à Copenhague. Je suis plutôt d'une autre époque, du type voyageur de commerce roulant de Winnépeg à Wendake à Wolinak à Wemontachie à Wekwimékong dans ma voiture pleine de miettes de muffins, de tasses de café en carton Tim Hortons et de boîtes de livres à vendre.

Partout où j'aboutis, je me retrouve dans une salle où des gens assis me jaugent en attendant que je commence à parler. Je commence à parler en effet. Quelques craies dans les mains, un rien de monnaie dans les poches, j'amorce une présentation magistrale qui durera au moins sept heures, peut-être quatorze heures. Je gesticule et je barbouille, je postule et je postillonne, je conte et je raconte une assez longue histoire. Celle des Premières Nations, celle des Amériques, en bref toute l'histoire du monde.

Partout où j'aboutis, je me retrouve dans une salle où des gens assis me jaugent en attendant que je commence à parler.

Ce faisant, je dessine au tableau une carte, une seule, dessin unique qui se construira à grands traits de couleurs durant la journée. À la fin, voici ce que nous appelons un beau gros «barbot». On comprendra que mes manières suscitent des commentaires. Il est vrai qu'on m'invite parfois à «actualiser» mes présentations en recourant, à l'instar de mes contemporains, à la fine pointe de la technologie. D'aucuns me proposent le Power Point, les transparents, les simulations, les cartes en 3D, les vidéos et que sais-je encore. L'intention est bonne, l'idée est bien mauvaise. Je suis un homme vraiment préhistorique, il y a quelque chose de rupestre dans mes tableaux. Je ne fais pas un exposé, je donne une représentation. Je ne démontre rien, j'intéresse, je dresse un portrait, j'essaie de faire bonne impression. Pour arriver là où je veux, j'ai besoin de mes longueurs de temps, de mes brouillards et de mes opacités. Il n'est rien de plus frappant qu'un éclair dans l'obscurité. Je m'utilise entièrement, je suis ma propre machine, mon propre processeur, je joue de la voix, de la mémoire, du geste et de la craie. Je me salue et je sue.

À l'heure du virtuel, j'éprouve le besoin d'être bien réel, avec mes inflexions de voix, mes assurances et mes hésitations. Je ne cherche pas à être absolument précis, rigoureusement exact. Je ne raconte pas l'Histoire, je conte des histoires. L'histoire des Pieds-Noirs, Blackfoot, Blackfeet ou Siksikwas, l'histoire des Pelletier, des Noël, Dumont, Couture ou autres Métis, des McBride, Mackenzie et autres Half-breeds, des Bois-Brûlés, des Sangs Mêlés, l'histoire du monde en somme, la simple histoire du monde. Je fais des liens entre les Chinois et les Arawaks, entre l'Europe et les armes à feu, entre l'or et la mort, entre l'Acte de Québec et la Convention de la Baie-James, entre les Sauvages, les Indiens, les Autochtones, les Canadiens, les Canadiens-Français, les Québécois, les Immigrants, les Néo-Canadiens, les Néo-Québécois, entre le castor, l'épénette et la Banque de Montréal, entre le racisme et la modernité. Je vais de la souche à la brindille, de la racine à la pousse de l'année. Je nous avertis de notre propre noirceur. Je fais la promotion de notre dignité.

À la fin, j'ai du bleu sur les doigts, de la craie rose sur mon habit, des odeurs, des vapeurs, je sors de scène complètement fourbu, littéralement vidé tandis que mon public se presse autour du tableau, certains inconsciemment allant jusqu'à prendre mon «barbot» en photo. J'éprouve la joie des comédiens, ma conférence est une représentation, mon emploi du temps épuisant, une tournée. Le succès est palpable, les applaudissements nourris. Je tiens pour certain, après toutes ces années, que la technologie n'ajouterait rien à mes conférences. Elle les appauvrirait au lieu de les enrichir. Car il se peut qu'en ces matières, la précision soit une mauvaise alliée. Je me méfie des histoires présentées sous le couvert de l'objectivité, des affaires propres trop bien emballées.

Nous errons à force d'objectivité, de principes imprimés, de cibles, d'objectifs. La translucidité est le reflet de notre superficialité. Le pâle reflet de l'écran nous détourne de la profondeur des choses. Nous cherchons la clarté à tout prix, au moyen des outils, au détriment de notre humanité. À la fin, voilà que nous prenons la lanterne pour la vérité. L'Histoire est un immense désordre qui se tient. Nous ne pouvons quand même pas la reproduire dans sa perfection, sur deux colonnes. Ce qui est humain appartient à l'humain et il est bon de nous traiter comme tel. Power Point est extraordinaire. Mais attention au virus de l'intelligence artificielle. La représentation parfaite endort le cerveau.

Quand on me téléphone pour que je donne une conférence, on me demande invariablement de quels outils — écran, ordinateur, projecteur, etc. — j'aurai besoin. Et invariablement je réponds que j'ai juste besoin d'un tableau et de quelques craies de couleur. Ah oui, un café quand j'arriverai. Un bon vieux café froid dans un verre en polystyrène. Avant de commencer à parler.

Écrivez-nous!

Le Devoir se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs et lectrices. Étant donné l'abondance de courrier, nous vous demandons de limiter votre contribution à 8000 caractères (y compris les espaces), ou 1100 mots. Inutile de nous téléphoner pour assurer le suivi de votre envoi: si le texte est retenu, nous prendrons contact avec son auteur. Nous vous encourageons à utiliser le courriel (relaction@ledevoir.com) ou un autre support électronique, mais dans tous les cas, n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées complètes, y compris votre numéro de téléphone.

Universités: un appel à la résistance

L'équilibre qui s'était maintenu au cours des trente dernières années entre l'université comme institution humaniste et critique et l'université comme organisation de type entrepreneurial n'existe plus

JACQUES PELLETIER
Professeur, département d'Études
littéraires de l'UQAM

L'article que j'ai publié il y a quelque temps dans *Le Devoir* sur le néo-libéralisme universitaire n'a guère suscité d'échos, ce silence signalant aussi à sa manière le conformisme et l'apathie qui caractérisent ce milieu depuis une décennie. Il s'est toutefois attiré une réplique de Benoît Godin, chercheur à l'I.N.R.S., défenseur enthousiaste du cours actuel des choses, qui refuse avec vigueur le modèle «ancestral et romantique» de l'université humaniste et critique que je soutenais dans mon texte à travers une célébration des études littéraires que j'aurais, semble-t-il, hypostasiées comme l'aune à partir de laquelle il faudrait «évaluer» les universités.

Or, il se trouve que nulle part dans mon article je n'ai parlé d'évaluation des universités pas plus que je n'ai

proposé les études littéraires comme un modèle à suivre. Ce que j'ai cherché à faire ressortir essentiellement, c'est que l'équilibre qui s'était maintenu tant bien que mal au cours des trente dernières années entre l'université comme institution humaniste et critique et l'université comme organisation de type entrepreneurial n'existe plus, qu'il s'est rompu au profit du second modèle devenu aujourd'hui dominant, hégémonique au point d'annuler à toutes fins pratiques l'ancien régime universitaire.

Cette domination se traduit non seulement par l'asservissement de cette organisation aux forces économiques et politiques qui régimentent le nouvel ordre mondial, elle se caractérise aussi par une mutation endogène radicale dont les dispositifs spécifiques que sont notamment les sociétés en commandite, les chaires et les salaires hors-taux sont autant d'expressions. Pris un à un, ces dispositifs comportent leur part d'avantages et

d'inconvénients et peuvent faire l'objet d'appréciations nuancées. Pris globalement, considérés comme des éléments d'un ensemble qui leur donne sens, ils révèlent une métamorphose totale de l'université qui non seulement se met à la remorque et au service d'un marché désormais régi par les grandes firmes transnationales mais qui devient elle-même une entreprise structurée par les principes d'un néo-libéralisme qui s'impose dans ce milieu comme dans l'ensemble de la vie sociale («et dont les «contrats de performance» sont sans doute la métaphore la plus éclatante).

À cette mutation fondamentale, les universitaires, malheureusement, ne s'opposent guère, s'avérant la plupart du temps résignés au nouvel ordre des choses ou, comme notre observateur de l'I.N.R.S., partisans fringants d'un système dont ils comptent bien tirer profit. Or il est possible de s'opposer à cet esprit de soumission et aux pratiques qu'il couvre. C'est à ce titre que

j'évoquais le département d'études littéraires de l'UQAM, non pas comme modèle d'organisation universitaire mais comme exemple de résistance. Ce département a fait la preuve qu'on peut mettre sur pied des programmes d'enseignement et des projets de recherche pertinents à la fois sur le plan professionnel et sur le plan social sans sacrifier la mission civilisationnelle séculaire de l'institution universitaire aux sirènes aussi enchantées que trompeuses de l'hyper-marché mondial.

On peut et on doit, à mon sens, refuser l'université néo-libérale en bloc et en détail, dans son esprit comme dans les dispositifs qu'elle s'ingénie à inventer depuis quelques années. Cet esprit et ces dispositifs n'impliquent rien de moins que la disparition de la mission critique traditionnellement, et à juste titre, attribuée à cette institution et qui en fait un lieu privilégié de réflexion, d'échanges et de débats qu'on a intérêt plus que jamais à conserver.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gerald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Marie-Andrée Chouinard (éducation) Yves d'Avignon (sports); Paule des Rivières (éditorialiste); Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement); Judith Lachapelle (science); Benoit Munger (responsable du site Web); Brian Myles (justice et faits divers); Isabelle Paré (santé); Michel Garneau (caricaturiste); Diane Précourt (pages éditoriales, responsable des pages thématiques); Martin Duclos et Christine Dumazet (lecteurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Belair (responsable); Stéphane Baillargeon (théâtre); Paul Cauchon (médiat); Caroline Montpetit (livres); Odile Tremblay (cinéma); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information); Hélène Baril, Claude Lévesque, Claude Turcotte; à l'information internationale: Jean-Pierre Legault, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique: Hélène Buzzetti, Manon Cornéliier (correspondantes parlementaires à Ottawa); François Cardinal, Mario Cloutier et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec); Kathleen Lévesque; Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction); Louise-Maude Rioux Soudy, Marie-Claude Petit (comms); à la documentation: Gilles Paré (directeur); Brigitte Arsenault, Manon Derome, Serge Laplante (Québec); Rachel Rochefort (Ottawa); LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING: Jacqueline Avril, Jean de Billy, Manon Bouchard, Gylsiane Côté, Marlene Côté, Martin Fournier, Anouk Hurburt, Christiane Legault, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Chantal Rainville, Micheline Ruelland, (publicitaires); Manon Blanchette, Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaires); LA PRODUCTION: Christian Goulet (responsable de la production); Claudine Bédard, Michel Bernatchez, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Marie-Josée Hudon, Yanick Martel, Olivier Zaida; PROMOTION ET TRAFIC: Johanne Brien (responsable à la clientèle); Hélène Gervais, Dominique Larivière, responsable à la promotion des abonnements); Monique L'Heureux; Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc, L'ADMINISTRATION: Nicole Carmel (responsable des services comptables); Céline Furoy, Olivier Lachambre (contrôleur); Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (secrétaires administratives); Danielle Laperrière, Caroline Perrier, Danielle Ross; LA FONDATION DU DEVOIR: Roger Boisvert (vice-président exécutif et directeur général).

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

La puce
antiviolence
est en service

PRESSE CANADIENNE

Ottawa — Il n'y aura désormais plus lieu de chercher nerveusement la télécommande lorsque défileront au petit écran des scènes trop osées pour les marmots.

Les télédiffuseurs et câblodistributeurs du pays ont en effet commencé ce mois-ci à encoder leur programmation de façon à ce qu'elle puisse être filtrée par la puce antiviolence — la V-chip chez nos voisins du Canada anglais —, un dispositif intégré ou ajouté au téléviseur.

L'écran tourne au noir dès que la puce détecte un code de classification — invisible pour les téléspectateurs — indiquant que l'émission ou le passage en cours comporte des dialogues grossiers, des scènes violentes ou érotiques.

Le système de classification analysé par la puce est le même que les télédiffuseurs utilisent déjà: il va de la cote C pour les émissions destinées aux enfants de huit ans et plus à la cote 18 ans et plus pour la programmation réservée aux adultes.

Mis au point par le Groupe d'action sur la violence à la télévision et approuvé par le CRTC, ce système de classification s'applique aux émissions et dessins animés pour enfants, aux films, téléromans, télé-séries et émissions de télé-réalité.

LORAIN

SUITE DE LA PAGE 1

Douce revanche pour Jean-Luc Mongrain dont *Le Grand Journal* de 17h à TQS a dépassé cette année ses rivaux dans les cotes d'écoute, au grand désespoir de TVA. Faut-il rappeler que M. Mongrain avait été un abonné des prix MétroStar dans les années 90, alors qu'il officiait justement à TVA? En fait le MétroStar d'hier est le 17^e de Jean-Luc Mongrain depuis 1988, performance inégalée.

Animé hier soir par Gilles Latulippe et diffusé sur les ondes de TVA, le Gala MétroStar a connu un succès sans précédent pour sa 16^e édition puisque environ 1,1 million de bulletins de vote ont été recueillis en prévision de ce gala, la plus forte récolte à ce jour.

Contrairement au Gala des Prix Gémeaux de l'automne où des jurés formés de représentants de l'industrie choisissent les lauréats, dans le cas du MétroStar c'est le public qui vote. Les bulletins de vote sont distribués dans tous les magasins Métro du Québec ainsi que dans plusieurs journaux et magazines.

Véronique Cloutier a enfin reçu le trophée qu'elle attendait puisque, pour la première fois, elle a été déclarée par le public meilleure animatrice dans la catégorie «émission de variétés/magazines culturels/talk-show», pour sa *Fureur* bien sûr.

Dans la catégorie animation en affaires publiques pas de surprise: Jocelyne Cazin, de *J.E.*, a complété son tour de chapeau, remportant son troisième MétroStar de suite dans cette catégorie.

L'animateur des *Mordus* à TVA, André Robitaille, a fait la même chose dans la catégorie animateur d'émission de jeux, lui aussi pour la troisième année de suite.

Dans la catégorie artiste dans une émission d'humour c'est Michel Barette qui s'est distingué. Guy Mongrain a reçu le prix dans la catégorie émission de services alors que dans la catégorie émission jeunesse la tradition s'est maintenue avec Hugo Saint-Cyr dans *Watatatow* (Radio-Canada), qui reçoit ce prix pour la cinquième année de suite!

LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9. Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du *Devoir*: www.ledevoir.com

Comment nous joindre?

La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333
Par télécopieur (514) 985-3360
Par courriel redaction@ledevoir.com

L'agenda culturel

Au téléphone (514) 985-3346
Par télécopieur (514) 985-3390

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344
Par télécopieur (514) 985-3340

Les petites annonces
et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322
Par télécopieur (514) 985-3340
Par courriel petitesannonces@ledevoir.com

Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur (514) 985-3390
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, Québec, H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Richelieu, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans *Le Devoir*. *Le Devoir* est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

Derniers adieux



REUTERS

LES DEUX fils de Chung Ju-yung, à droite, ainsi que des proches pleurent dans leurs habits traditionnels la mort de leur père, président fondateur du groupe Hyundai. Le président de la Corée du Nord, Kim Jong-il a envoyé quatre représentants aux funérailles, un précédent dans les relations entre les deux pays. Hyundai avait financé un projet d'écotourisme en Corée du Nord qui a favorisé le rapprochement en cours.

COUP

SUITE DE LA PAGE 1

La rencontre des ministres de l'Environnement de jeudi et vendredi doit porter sur des enjeux écologiques non dévoilés, en rapport avec le Sommet des Amériques à la mi-avril. On se rappellera que le débat sur la mise en place d'un autre traité de libre-échange, l'ALENA, avait donné lieu à la signature d'un traité subsidiaire sur l'environnement.

Profitant de la venue à Montréal de ses collègues des trois Amériques, le ministre Anderson a élaboré une stratégie pour une autre négociation internationale, celle portant sur la mise en vigueur du traité de Kyoto sur la réduction des GES. Les signataires de Kyoto doivent se rencontrer à Bonn en juillet pour sortir de l'impasse survenue à la rencontre de La Haye, l'autonne dernier, causée notamment par la question des «puits» de gaz à effet de serre.

L'Europe et une bonne partie des pays africains refusent de permettre un recours illimité aux «puits» de GES pour capter par la végétation forestière ou agricole le carbone libéré dans l'atmosphère au lieu d'empêcher son rejet à la source des activités industrielles ou personnelles. Les États-Unis, le Japon, l'Australie, le Canada et certains pays d'Amérique latine réclamaient de leur côté un marché de «crédits» de GES, qui permettrait à un pays comme le Canada ou les États-Unis de réduire leurs émissions en finançant dans des pays en voie de développement le retour de terres agricoles à la forêt ou en protégeant des forêts matures. Une récente étude internationale évalue que les entreprises réduiraient ainsi de moitié le coût de leurs réductions de GES.

Plusieurs pays d'Afrique s'opposent à la généralisation des puits comme moyens d'atteindre les objectifs de réduction de GES parce que les industriels vont préférer cette méthode peu coûteuse plutôt que de faire profiter ces pays des transferts de technologies, comme les équiper en solaire, en éolien ou d'usines moins polluantes.

Les pays invités par le Canada à si-

gner la «Déclaration de Montréal» en faveur des puits de GES sont le Belize, la Bolivie, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, la République dominicaine, l'Équateur, le Salvador, le Guatemala, le Honduras, le Mexique, le Nicaragua, Panama, le Paraguay et l'Uruguay.

Selon le projet de Déclaration obtenu par Greenpeace, les projets de foresterie et d'utilisation des sols pour capter des GES doivent faire partie du «Mécanisme de développement propre» en négociation à Bonn cet été. On reconnaît ainsi comme «puits» toute mesure qui empêche la destruction de forêts matures au profit de l'agriculture ou qui substituerait la biomasse agricole ou forestière à des énergies fossiles. La liste pourrait aussi englober des mesures indirectes comme la restauration de forêts coupées ou tout ce qui pourrait intensifier le captage des GES par des techniques plus performantes en agriculture et en foresterie. Le projet de Déclaration reconnaît cependant que ces «puits» n'ont qu'une efficacité temporaire et que le carbone capté par les arbres est relâché durant les incendies ou par la transformation du bois en produits de consommation appelés à se biodegrader.

Le projet de Déclaration affirme que les puits de GES constituent «un complément important aux efforts des pays industrialisés pour réduire leurs émissions de GES, attribuables aux énergies fossiles et à la production de ciment et, à ce titre, constituent une solution aux changements climatiques». Le texte précise que le recours aux puits de GES pourrait avoir pour effet bénéfique supplémentaire de «préservé davantage la biodiversité des pays en cause, de mieux combattre la désertification et les sécheresses, de préserver la qualité des eaux, d'améliorer la qualité de l'air, de prévenir l'érosion des sols, d'accéder plus rapidement à une agriculture et une foresterie durable et à des transferts technologiques plus importants».

La Déclaration ajoute que le troisième et récent rapport du Groupe intergouvernemental d'experts sur le climat (GIEC) reconnaissait la possibilité d'en arriver à une comptabilité serrée

des impacts de ces «puits» sur le climat, dont il reconnaît l'efficacité temporaire sans toutefois ignorer les difficultés méthodologiques.

Réagissant au projet de Déclaration déposé par Greenpeace, son porte-parole, Steven Guilbeault, qualifiait la manœuvre canadienne de «déplorable» parce qu'elle tente par un «coup de force des Amériques de mettre les pays européens devant un fait accompli» en tentant du coup de scinder en deux blocs opposés les pays en voie de développement.

Le Canada, ajoute-t-il, fait «la sale job à la place des Américains, qui ne seront pas là sauf moralement, en élargissant l'appui à leurs positions en vue de la rencontre de Bonn en juillet» alors que les signataires du Protocole de Kyoto vont tenter de sortir de l'impasse de La Haye.

«Le principal perdant sera l'Afrique», ajoute Steven Guilbeault, parce que les industriels nord-américains vont avoir tendance à les favoriser dans le nouveau cadre de la ZLEA.

Le recours aux puits de GES dans un marché de «crédits» d'émissions pourrait être plus acceptable, reconnaît avec réticences le porte-parole de Greenpeace, s'il se limitait à un petit pourcentage des réductions nationales pour ne pas éluder la nécessité de réductions à la source des GES. D'autre part, dit-il, il faudrait mettre en place un système de comptabilité des GES qui soit «symétrique», c'est-à-dire où on comptabilise les mêmes facteurs dans la colonne des gains et des pertes.

Les pourparlers en cours ne vont pas dans ce sens, dit-il. Les Nord-américains proposent qu'une forêt soit réputée intouchée s'il lui reste 30 % de son couvert, ce qui ferait qu'on ne comptabiliserait pas dans les émissions celles liées à la biodegradation des arbres formant 70 % de la coupe. Mais les efforts de replantation ouvriraient la voie à des crédits pour la portion de 70 % ainsi coupée... En somme, le système comptabiliserait essentiellement les gains, et moins les pertes.

SURVIVRE

SUITE DE LA PAGE 1

chaîne de production d'un grand de l'automobile. Il rapporte également que les employeurs se rendent de plus en plus compte que c'est une chose de décréter un changement organisationnel, mais que c'en est une autre de le voir mis en pratique et qu'à ce chapitre, rien ne vaut la collaboration des syndicats. Quant à la désaffection des membres à l'égard de leur organisation syndicale, il serait finalement plus juste de parler d'un plus grand sens critique de leur part qui ne les amène pas nécessairement à se désolidariser lorsque cela compte.

D'autre part, si les nouvelles technologies ont permis aux entreprises d'étendre leurs activités à différents pays, elles ouvrent également la porte à de nouvelles alliances avec des syndicats étrangers ou des ONG au niveau local et international. Christian Lèvesque cite l'exemple des travailleurs d'usines Volvo de différents pays qui se sont rencontrés à Québec, l'an dernier, pour discuter de stratégies communes. Il raconte un autre cas où un syndicat mexicain, qui avait l'habitude de négocier ses conventions collectives en deux semaines, a forcé son employeur à rester assis à la table de négociation pendant deux mois et demi à la suite d'un

La remontée

«Mais si la mondialisation constitue une forte contrainte pour les syndicats, elle présente aussi des occasions.» Le manège entame sa lente remontée.

«On doit d'abord comprendre que les nouveaux systèmes de production, qui reposent sur des concepts comme le «juste à temps» (just in time) et l'idée d'interdépendance, sont très fragiles», dit-il. Il cite l'exemple de cette usine en grève qui a récemment bloqué à elle seule toute la

programme d'échanges avec des homologues canadiens et américains qui lui avait notamment permis de prendre connaissance d'informations que lui cachait l'entreprise.

En fait, dit le spécialiste qui dirige, avec un collègue de l'Université Laval, Gregor Murray, un groupe de recherche sur la question, la place qui sera réservée aux syndicats dans l'avenir dépendra largement de leur capacité de développer trois types de ressources: une première s'avère, comme depuis les tout débuts du syndicalisme, encore et toujours la solidarité entre les membres d'une entreprise; la seconde, plus nouvelle celle-là, se révèle être les solidarités externes avec d'autres syndicats et d'autres organisations; la troisième, et peut-être la plus importante, serait la capacité d'adopter une position proactive susceptible de stimuler le sentiment d'appartenance des membres et de ne pas être toujours à la remorque des initiatives de l'employeur.

«Les syndicats ne sont pas condamnés à perdre de l'influence avec la mondialisation», conclut Christian Lèvesque. Mais, pour conserver leur place, il leur faudra développer plus d'efforts et de ressources qu'auparavant.»

EN BREF

Un système contre
la fièvre aphteuse

Winnipeg (PC) — Grâce à un nouveau système d'identification du cheptel bovin mis en place en janvier, le Canada est probablement en meilleure posture que les États-Unis pour endiguer toute épidémie de fièvre aphteuse, estime l'Agence canadienne d'identification du bétail. Le Canada avait aboli ce programme en 1985, la dernière crise de fièvre aphteuse remontant à 1952. Il faudrait trois ans aux Américains pour mettre au point un tel système, lequel recourt à l'étiquetage et aux codes-barres pour identifier chaque bête. «Ils n'ont pas une infrastructure nationale semblable à celle que nous avons au Canada et qui leur permette de réagir aussi vite», affirme Julie Stitt, directrice générale de l'agence. Bien que les nouvelles étiquettes ne soient disponibles que depuis quelques mois au Canada, Mme Stitt estime qu'on a identifié la moitié des quatre millions de têtes que compte le cheptel bovin.

VIENNE

SUITE DE LA PAGE 1

Alors que de nombreux Autrichiens sont inquiets de l'élargissement de l'Union européenne à l'est, le FPÖ cultive leur peur en leur répétant que l'arrivée de centaines de milliers de ressortissants de ces pays menace leurs emplois, ainsi que leur identité culturelle.

Cette campagne a choqué à l'étranger et plusieurs hommes politiques d'ailleurs sont venus soutenir les sociaux-démocrates contre le FPÖ, à l'image du nouveau maire socialiste de Paris, Bertrand Delanoë.

Hélène Partik-Pable, tête de liste du FPÖ de Jörg Haider, a attribué cette défaite aux critiques qu'a suscitées cette stratégie xenophobe.

«La raison... c'est la campagne incroyablement malveillante contre le FPÖ», at-elle déclaré à la télévision nationale.

Elle a assuré que ce mauvais résultat n'aurait «pas d'incidence pour le gouvernement fédéral», où son parti, at-elle dit, fait un bon travail.

Plus d'un million de personnes, un cinquième de l'électorat autrichien, étaient appelées à élire le maire et le conseil municipal et provincial.

Pour l'extrême droite de Jörg Haider, le scrutin avait valeur de test national.

Depuis que ce parti populiste, qui se veut défenseur des petites gens, est entré au gouvernement, il applique une politique d'austérité impopulaire.

À Vienne, où il avait recueilli près de 28 % des voix aux municipales de 1996, il était tombé au début de l'année à 18 % des intentions de vote.

Jörg Haider est alors «monté» de la province méridionale de Carinthie qu'il gouverne, pour prendre en mains la campagne à Vienne.

«Cette élection montre que l'antisémitisme n'a pas sa place dans cette ville. Je suis très heureux que le FPÖ ait perdu aussi nettement», a déclaré le tête de liste des Verts, Christoph Chorherr.

Jörg Haider n'avait pas encore réagi hier soir. Il avait auparavant fixé à un score inférieur à 20 % le «seuil de la douleur» pour son parti.

Lors des précédents revers électoraux de son parti, il avait dénoncé l'attitude hostile de certains des dirigeants conservateurs qui n'ont jamais montré d'enthousiasme pour cette alliance avec un parti controversé.

Il avait même menacé de se retirer de la coalition, une menace qu'il n'a plus brandie depuis.